

AVERTISSEMENT

**LA FACULTE DES SCIENCES ECONOMIQUES ET DE
GESTIONS (FASEG) N'ENTEND DONNER AUCUNE
APPROBATION NI IMPROBATION AUX OPINIONS EMISES
DANS LES MEMOIRES. CES OPINIONS DOIVENT ETRE
CONSIDEREES COMME PROPRES A LEURS AUTEURS.**



DEDICACES

Je dédie cette œuvre

- ❖ A mon Père ALAO-FARI Affissou reçois les fruits de tes prières et souffrances à travers cette modeste œuvre ;

- ❖ A ma mère MAYET Edith, qui a toujours prié pour la réussite de ses enfants, que ce travail vous reconforte et soit le fruit des multiples sacrifices

Abdel Wariss ALAO-FARI



DEDICACES

Je dédie ce mémoire

- ❖ A ma mère, qui m'a encouragé à aller de l'avant et qui, m'a donné tout son amour pour mes études.
- ❖ A la mémoire de mon feu père qui nous a quittés il y a 5ans

Abiola Akim MOUTALABI

REMERCIEMENTS

Ce mémoire ne serait devenu une réalité sans les conseils, concours et actions des uns et des autres. C'est pourquoi nous nous faisons le devoir d'exprimer tous nos remerciements à l'endroit de :

- ✓ Dr SOGLO Yves, notre maître de mémoire pour avoir accepté d'encadrer notre travail malgré ses multiples occupations ;
- ✓ Monsieur Justin CLOHOUNTO assistant du Dr SOGLO pour ses multiples contributions au mémoire ;
- ✓ Monsieur AMOUSSOU Hermann Wilfried ingénieur statistique à la DCAD ;
- ✓ Notre maître de stage Mr DOSSOU Sylvestre ;
- ✓ A ma très chère tante BOUSSARI Wikayath ;
- ✓ A mon très cher oncle MAYET Luc
- ✓ Tous les professeurs de la FASEG pour les sacrifices consentis aux fins de nous assurer cette formation qui donne un sens à notre vie ;
- ✓ Tout le personnel de la DPP et de la DCAD, pour avoir favorisé la documentation et l'accès aux informations ;
- ✓ Toutes celles et tous ceux qui ont participé d'une façon ou d'une autre à la réalisation de ce mémoire. Nous vous exprimons notre profonde gratitude
- ✓ Tous les membres du jury qui ont bien voulu sacrifier de leur temps précieux en vue de juger ce travail.

LISTE DES SIGLES ET ABREVIATIONS

APD: Aide Publique au Développement

BCEAO: Banque central des Etats de l'Afrique de l'Ouest

CAD: Comité d'Aide au Développement

CAA: Caisse Autonome d'Amortissement

CEDEAO: Communauté Economiques des Etats de l'Afrique de l'Ouest

DCAD: Direction de la Coordination de l'Aide au Développement

DGPSIP: Direction Générale de la Programmation et du Suivi des Investissements Publics

DPP: Direction de la Programmation et de la Prospective

INSAE: Institut National de la Statistique et de l'Analyse Economique

MESRS: Ministère de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche Scientifique

OCDE: Organisation de Coopération et Développement Economique

OMD: Objectif du Millénaire pour Développement

OSC: Organisation de la Société Civile

PAS: Programme d'Ajustement Structurel

PMA: Pays Moins Avancés

RAE: Rapport sur l'Absorption de l'Aide Extérieure

RNB: Revenu National Brut

SCRIP: Stratégie de Croissance pour la Réduction de la Pauvreté

LISTE DES GRAPHIQUES

<u>GRAPHIQUE</u> N° 1 : Evolution d PIB en dollars US.....	25
<u>GRAPHIQUE</u> N°2: Evolution de l'APD nette reçus en dollars US.....	27
<u>GRAPHIQUE</u> N° 3: Evolution de l'investissement	28
<u>GRAPHIQUE</u> N°4 : Evolution du niveau d'instruction	29
<u>GRAPHIQUE</u> N°5 : Evolution du niveau de pauvreté	30

LISTE DES TABLEAUX

<u>Tableau</u> 1 : Signes attendus des coefficients des variables.....	16
<u>Tableau</u> 2 : Résumé des tests de stationnarité.....	32
<u>Tableau</u> 3: Résultats du choix du nombre de retards	32
<u>Tableau</u> 4 : Résultat du modèle de long terme.....	33
<u>Tableau</u> 5: Résultats du modèle de court terme	34

RESUME

La présente étude nous a permis d'évaluer l'impact de l'Aide Publique au Développement sur la pauvreté au Bénin sur la période de 1983 à 2014.

Pour ce faire, certains objectifs ont été fixés. Afin d'atteindre ces objectifs, un modèle à correction d'erreur a été utilisé pour mesurer l'effet de l'APD sur le niveau de pauvreté (proportions des pauvres).

Après les estimations, nous avons abouti au résultat que l'aide publique au développement constitue un des moyens efficaces par lequel le Bénin entreprend sa marche vers le développement par des efforts additionnels qui s'avèrent indispensables tant au niveau des Bailleurs de Fonds qu'au niveau des autorités gouvernementales pour accélérer la réduction de la pauvreté.

SOMMAIRE

INTRODUCTION	1
CHAPITRE 1 : Cadre théorique et méthodologie.....	3
Section 1 : Problématique, objectif et hypothèses de l'étude.....	3
Section 2 : Revue de la littérature.....	5
Section 3 : Méthodologie de recherche.....	13
CHAPITRE 2 : Analyse de l'impact de l'APD sur la pauvreté au Bénin	20
Section 1 : Cadre institutionnel	20
Section 2 : Evolution des variables sur la période d'étude.....	24
Section 3: Présentation des résultats, analyses économétriques et recommandations.....	31
CONCLUSION.....	38

Introduction

Le Bénin tout comme la plupart des pays africains s'est engagé dans de vastes programmes économiques afin d'accélérer le développement économique et pour la réduction de la pauvreté. La faiblesse de sa capacité financière le conduisit dès lors à recourir aux capitaux étrangers. Ces flux d'aide en particulier l'Aide Publique au Développement (APD) n'ont cependant pas permis le décollage économique, ni de sérieuses mutations dans les structures économiques du pays. L'Aide Publique au Développement (APD) se définit comme un transfert de ressources extérieures en direction d'un pays sous-développé, se manifestant par des accords de crédits ou de dons émanant des sources officielles bilatérales ou multilatérales. Ces crédits visent à promouvoir le développement économique et le bien-être général, ce qui a pour conséquence l'exclusion de l'APD des dons et prêts pour les buts militaires.

Après la crise économique et financière qu'il a connue avec des déséquilibres insoutenables En 1989, le Bénin a adopté un régime libéral et démocratique à travers notamment trois Programmes d'Ajustements Structurels (PAS) considérés comme un succès dans la sous-région. En effet, durant la décennie 90, l'économie a progressé en moyenne à un taux de 4,5 % contre 3 % dans la sous-région (Houeninvo et al, 2004a). Parallèlement, plusieurs indicateurs sociaux ont affiché des progrès notables avec des améliorations importantes dans les secteurs de l'éducation, de la santé et de l'accès à l'eau potable. Par exemple, le taux brut de scolarisation primaire, estimé à 49,62 % en 1990, est évalué à 80 % en 1999 tandis que l'indice d'espérance de vie à la naissance passait de 0,276 à 0,401 au cours de la même période (PNUD, 2001). Toutefois, malgré le rétablissement des grands équilibres macroéconomiques et en dépit des améliorations constatées sur le plan social, la pauvreté résiste et même progresse. Entre 1995 et 1999, la proportion des pauvres est passée de 28,9 % à 29,6 % (Sinzogan, 2002).

Ainsi, l'aide publique au développement (APD) est souvent perçue comme peu efficace et rime pour certains avec gaspillage. Plusieurs auteurs ont récemment publié des ouvrages soulignant que l'aide peut avoir des effets néfastes et agir comme un frein au développement des pays destinataires (Monga 2009 ; Moyo 2009 ; Nwokeabia 2009 ; Tandon 2008). Le renouvellement de cette critique radicale interpelle d'autant plus qu'elle émane cette fois-ci d'intellectuels africains. Même si le ton et l'origine des auteurs changent, les critiques ne disent rien de fondamentalement nouveau.

La persistance de la pauvreté en dépit des multiples efforts financiers consentis par les partenaires techniques et financiers, amène à s'interroger sur la pertinence de l'aide.

Autrement dit l'aide est-elle réellement à mesure de réduire la pauvreté ? Son action sur la pauvreté serait-elle inhibée par certaines pratiques inadéquates ? Pour donner quelques éléments de réponse à une telle préoccupation, il s'avère utile de formuler le sujet suivant : « Aide Publique au Développement et réduction de la pauvreté au Bénin ».

La présente étude s'articule autour de deux chapitres. Dans le premier chapitre nous présenterons le cadre théorique de notre étude à savoir : la problématique, les objectifs et hypothèses, la revue de littérature, la méthodologie de recherche et puis le cadre institutionnel de notre d'étude et nos acquis pendant le stage. Le deuxième chapitre met en perspective les différentes estimations économétriques et recommandations de politiques économiques en matière d'APD sur la réduction de la pauvreté, pouvant mener le pays vers un réel développement économique et social.

Chapitre I: CADRE THEORIQUE ET METHODOLOGIE

SECTION 1: Problématique, Objectifs et Hypothèses de l'étude

1-1- Problématique

Le Bénin est un Etat de la sous-région ouest-africaine qui fait partie de la Communauté Economique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) et de l'Union économique et monétaire ouest-africaine (UEMOA). Depuis le milieu des années 1990, les politiques d'aide au développement se sont recentrées sur l'objectif de lutte contre la pauvreté, recentrage concrétisé en 2000 par l'adoption aux Nations Unies des Objectifs du Millénaire pour le développement (OMD). Le premier de ces objectifs étant la réduction de moitié de la pauvreté dans le monde.

L'aide publique au développement pour une économie en besoin de financement remonte aux travaux sur le « big push » de Rosenstein-Rodan (1956). Cet auteur souligne en substance que des apports massifs en capitaux extérieurs doivent permettre aux pays pauvres de financer leurs investissements et de brûler des étapes préalables au décollage. L'idée clé est qu'il faut réaliser, de façon simultanée, un grand nombre d'industries qui se tiennent mutuellement par leurs clientèles, de telle sorte que la demande existe et soit suffisante. L'Etat y assure non seulement la promotion des industries, mais doit aussi faire en sorte que l'économie dans son ensemble profite des effets externes. Toutefois, Nurske (1953) nuance en soulignant le risque de voir l'aide détournée vers la consommation au lieu de la production. Plus tard, Hirschman (1964) émet des doutes sur la possibilité de développer une économie au moyen d'investissements massifs et simultanés étrangers dans tous les secteurs, sans améliorer les qualifications des populations.

Au Bénin, la proportion des pauvres ne fait que s'amplifier au fil du temps, malgré les différents appuis financiers reçus. Ainsi la pauvreté analysée sur diverses formes dont celle selon les conditions de vie et celle en termes d'actifs sont les formes les plus répandue au Bénin. En effet, au moins quatre (4) ménages sur dix (10) souffrent de ces formes de pauvreté (48,2% et 40,4% respectivement contre 35,2% de pauvreté monétaire et 30,8% de pauvreté non monétaire en 2009). En 2011, les ménages ont été plus touchés par la pauvreté en termes d'actifs (39,2%) que par la pauvreté selon les conditions de vie (38,4%), la pauvreté monétaire (36,2%) et la pauvreté non monétaire 30,2% (EMICoV 2011). Ces résultats indiquent que l'incidence de la pauvreté monétaire a augmenté en 2011 par rapport à 2009 (+1%) ; par contre, sur la même période, un repli a été noté au niveau de la pauvreté en termes

de conditions de vie (-9,8%), de la pauvreté en termes d'actifs (-1,2%) et de la pauvreté non monétaire (0,6%). (EMICoV 2011)

En 2010, les apports nets d'aide publique au développement émanant des membres du Comité d'Aide au Développement (CAD) de l'Organisation de Coopération et de Développement Economique (OCDE) ont atteint 128,7 milliards de dollars US, soit 0,32% du Revenu National Brut (RNB) cumule des membres, situation en hausse de 6,5% par rapport à celui de 2005 où l'APD mondiale a atteint 120 milliards de dollars soit 0,31% du RNB cumule des membres. L'APD bilatérale à l'Afrique s'est élevée à 29,3 milliards de dollars dont 26,5 milliards pour l'Afrique subsaharienne.

En effet l'APD en pourcentage du Produit Intérieur Brut (PIB) béninois étaient évaluées à 9,6% et 10,26% respectivement en 2008 et 2009 alors que le taux de croissance du PIB réel au cours de ces deux années était respectivement de 5,1% et 3,8%(OCDE). On note donc une relation assez instable entre l'APD et le taux de croissance économique.

Selon l'Indice de Développement Humain des Nations Unies, le Bénin occupe la 167^e place sur un total de 187 pays (2011) et reste parmi les pays les moins avancés (PMA). La faiblesse des services sociaux et l'absence d'industrie de base qui puisse tirer la croissance économique durable sont, pour ce pays, de grands enjeux liés à la réduction de la pauvreté et au développement économique. De plus l'impact de la croissance sur la réduction de la pauvreté au Bénin reste cependant insuffisant.

Au sujet de l'aide publique au développement (APD), plusieurs études ont fait le tour de la question. Ces études, pour ce qui concerne le Bénin se sont le plus souvent appesanties à établir le lien entre l'APD et la croissance économique qui n'assure pas forcément la réduction de la pauvreté. Il faut noter que la croissance économique qui garantit la réduction de la pauvreté est celle qui est accompagnée d'une politique de redistribution de revenus. Au-delà cet aspect, une autre étude n'est jamais de trop, pour plusieurs raisons. Tout d'abord la lutte contre pauvreté est actuellement au centre de toute politique économique, vue son ampleur. Ensuite, le débat sur l'APD ne finit pas de susciter de vifs questionnements sur son efficacité en Afrique. En fin, cette étude par sa démarche quantitative (analyse économétrique) vient contribuer à enrichir et actualiser la littérature sur l'éventuel rôle que L'APD pourrait jouer dans l'amélioration du bien-être de la population béninoise.

En somme, face à la pauvreté grandissante de la population en dépit du volume de l'APD, une étude sur l'apport de l'APD à la lutte contre la pauvreté au Bénin, doit intéresser plus d'un. D'où notre question de recherche principale à savoir : Quel est l'impact des APD sur la réduction de la pauvreté ?

1-2- Objectif de l'étude

- **Objectif général**

L'objectif général que vise le présent travail est d'évaluer l'impact des aides publiques au développement sur la réduction de la pauvreté au Bénin.

- **Objectif spécifique**

Pour atteindre l'objectif général les objectifs spécifiques suivants ont été définis :

- Mesurer l'impact de l'aide publique au développement sur le niveau de pauvreté au Bénin
- Evaluer l'effet de l'ouverture commerciale sur le niveau de pauvreté au Bénin

1-3- Hypothèses

Pour pouvoir atteindre les objectifs fixés, les hypothèses suivantes sont appréhendées :

- L'aide publique au développement influence positivement le niveau de pauvreté au Bénin
- L'ouverture commerciale a un effet positif sur le niveau de pauvreté au Bénin.

SECTION 2 : Revue de la littérature

Dans cette partie, nous présenterons la revue de littérature théorique et la revue de littérature empirique.

2-1- Revue de littérature théorique

Pour comprendre l'efficacité de l'aide sur la réduction de la pauvreté, certains auteurs ont invoqué son impact sur la croissance économique : si l'aide contribue à la croissance et que la croissance contribue à la réduction de la pauvreté, alors l'aide permet de lutter contre la pauvreté. Cependant, ce raisonnement repose sur l'hypothèse que l'aide n'a pas d'effet direct sur la pauvreté et que son effet passe essentiellement par la croissance. Cette approche est remise en cause par les résultats d'un certain nombre d'études, qui soulignent un effet direct de l'aide sur des indicateurs de développement humain, ou encore un effet indirect qui passe par d'autres canaux que celui de la croissance.

Dans ce tremplin, Collier et Dollar (2002) ont dérivé une fonction d'allocation efficiente de l'aide-pauvreté dans un premier temps en supposant que les pays donateurs n'ont aucune

influence quelconque sur les politiques des pays bénéficiaires (l'aide est exogène) et que l'élasticité réduction de la pauvreté par rapport à la croissance est une constante universelle. Ils découvrent que l'allocation de l'aide associée à un effet maximal sur la pauvreté dépend du niveau de pauvreté et de la qualité des politiques. Une allocation plus efficiente pourrait doubler la productivité de l'aide actuelle. Les Bailleurs de Fonds dont le but est de maximiser l'effet réduction de la pauvreté, doivent donc conditionner leurs choix d'attribution par les deux critères suivant : la qualité des politiques économiques et le niveau de pauvreté qui prévalent dans les pays demandeurs. Dans une étude plus récente, ces mêmes auteurs montrent, en considérant l'aide endogène, c'est-à-dire sensible aux réformes, que la réalisation de l'objectif de réduction de la pauvreté de moitié à l'horizon (2015) nécessitera une allocation plus efficiente et un accroissement substantiel des volumes d'aide (Collier et Dollar, 2005).

Tous ces travaux reconnaissent implicitement ou explicitement que seule la croissance constitue le canal par lequel l'aide impacte la pauvreté et supposent généralement une élasticité croissance-réduction de la pauvreté constante. Il est certes tout à fait plausible de soutenir qu'une croissance dynamique accélère la réduction de la pauvreté, néanmoins il ne demeure pas moins vrai qu'elle n'en est pas la condition *sine qua non*. En effet, le niveau de développement, le degré initial d'inégalité des revenus ainsi que les politiques de redistribution des revenus jouent pleinement dans la causalité croissance-pauvreté (Bourguignon, 2001). Ce point de vue est corroboré par les résultats d'un certain nombre d'études, qui soulignent un effet direct de l'aide sur des indicateurs de développement humain, ou encore un effet indirect qui passe par d'autres canaux que celui de la croissance.

Collier et Dollar (2001, 2002) développent un modèle d'allocation d'aide dont l'objectif est de maximiser la réduction de la pauvreté. Leur modèle se fonde sur deux idées : (i) l'aide a un effet positif sur la croissance dans les pays ayant mis en place de bonnes politiques économiques (Burnside et Dollar, 1997, 2000) ; et (ii) la croissance entraîne une réduction de la pauvreté (Ravallion et Chen, 1997 ; Dollar et Kraay, 2000). Le cœur de leur analyse réside alors dans l'idée suivante : « pour maximiser la réduction de la pauvreté, l'aide devrait être allouée aux pays ayant de graves problèmes de pauvreté et de bonnes politiques économiques » (Collier et Dollar, 2002 : 1482).

En effet, les analyses de Burnside et Dollar (1997, 1998, 2000) sont au cœur du débat sur l'efficacité de l'aide. Ces auteurs considèrent que l'aide n'est efficace en termes de croissance que lorsque les pays bénéficiaires adoptent des politiques économiques de bonne qualité. Ils provoquent dans leurs études que les pays donateurs doivent attribuer leur aide en

fonction de l'adoption de bonnes politiques par les pays récipiendaires. Afin d'estimer l'efficacité de l'aide en termes de croissance, Burnside et Dollar (1997) estiment une équation de croissance qui met en relation une variable d'aide et un terme d'aide en interaction avec un indicateur de politique économique. La qualité des politiques macro-économiques est déterminée par la maîtrise de l'inflation, l'équilibre budgétaire et la mise en œuvre d'une politique d'ouverture commerciale. L'interaction de l'aide publique au développement avec l'indice de politique économique permet d'étudier l'impact des politiques économiques sur l'efficacité de l'aide au développement en termes de croissance. Leurs résultats économétriques montrent un coefficient positif et statistiquement significatif au seuil de 1% du terme croisé de l'aide avec l'indicateur de politique économique. Burnside et Dollar (1997,2000) concluent que l'aide n'est efficace en termes de croissance que dans un environnement macroéconomique de bonne qualité. Dans ce cas, l'aide n'est efficace en termes de croissance uniquement dans les pays en développement qui présentent de bonnes politiques économiques. On peut alors dégager le principe de sélectivité des pays bénéficiaires et le principe de conditionnalité basée sur la qualité des politiques économiques.

Ainsi, jusqu'au milieu des années 1990, ceux qui s'intéressaient à l'efficacité de l'aide n'ont testé qu'un rapport linéaire aide-croissance (fondé sur les modèles néoclassiques de la croissance) qui pose le problème d'endogénéité lié à l'utilisation d'une seule équation dans laquelle, l'effet inverse d'une faible croissance sur une massive allocation de l'aide est ignoré. Ces insuffisances ont été, par la suite, relevées par une nouvelle catégorie de chercheurs qui vont soutenir la thèse contraire. La plupart de ces derniers auteurs admettent le rendement décroissant de l'aide et concluent à une relation positive entre celle-ci et la croissance est maximisé lorsque l'aide est moins importante et diminue à mesure que l'aide augmente.

Pour Harrod (1939, 1942) et Domar (1946). Pour ces auteurs, l'APD accroît l'investissement et à la suite la croissance économique. Dans leur analyse, lorsque l'épargne intérieure est insuffisante, on est à mesure de déduire le montant d'épargne étrangère nécessaire pour atteindre un taux d'investissement compatible avec le taux de croissance désire. Le retard d'un pays s'explique par une insuffisance de capital et le rattrapage est bien possible. Ces premiers travaux considéraient la possibilité de rattrapage et acceptaient les hypothèses d'analyse néoclassique, notamment l'hypothèse de rendements décroissants du capital et d'un progrès technique exogène.

Papenek (1973) Levy (1988), ont présumé que l'aide stimulerait la croissance en augmentant l'épargne et le stock de capital. De plus, l'aide pourrait contribuer à l'accroissement de la productivité des travailleurs (par exemple, par des investissements en

santé ou en éducation). Elle pourrait aussi servir de courroie de transmission de la technologie ou des connaissances entre les pays riches et les pays pauvres (en finançant les importations de biens d'équipement ou dans le cadre de programmes d'assistance technique).

La fin des années 1990 a été marquée par la contribution positive de la croissance à la réduction de la pauvreté. Ainsi, un certain nombre d'études ont tenté de déterminer dans quelle proportion les bénéfices de la croissance profitent aux populations les plus pauvres.

Cette question a fait l'objet d'une très vaste littérature. Suivant la démarche de Foster et Székely (2001), ces auteurs différencient les études en fonction du concept de pauvreté retenu. Ainsi, une première approche consiste à considérer un concept de pauvreté relative et à estimer l'élasticité du revenu par habitant du premier quintile de la distribution par rapport au revenu moyen. Par ailleurs les études de Birdsall et Londono (1997), Roemer et Gugerty (1997), Gallup, Radelet et Warner (1999) et Dollar et Kraay (2000) ont mis en évidence une élasticité égale à 1 entre la croissance du revenu moyen et le revenu des plus pauvres.

Les études de Birdsall et Londono (1997), Roemer et Gugerty (1997), Gallup, Radelet et Warner (1999) et Dollar et Kraay (2000) ont mis en évidence une élasticité égale à 1 entre la croissance du revenu moyen et le revenu des plus pauvres.

Une seconde approche consiste à examiner l'élasticité de la pauvreté définie en termes absolus par rapport à la croissance du revenu. Ravallion (2000), Ravallion et Chen (1997) et Bruno, Ravallion et Squire (1998) trouvent une élasticité de la proportion de la population vivant sous le seuil de pauvreté proche de 2, suggérant qu'une augmentation du revenu moyen de 10% se traduit par une diminution du nombre de personnes vivant sous le seuil de pauvreté de 20 %. Cependant, De Janvry et Sadoulet (2000) estiment des élasticités plus faibles (proches de 1) dans le cas de l'Amérique latine.

Mckinlay et Little (1979) sont les premiers à avoir formulé l'opposition d'un modèle altruiste d'allocation de l'aide, dit « de besoins des pays receveurs », à un modèle dit « de politique étrangère des pays donateurs ». Les premières contributions à cette littérature analysaient donc les deux catégories de motifs séparément et elles mirent en évidence l'importance des intérêts politiques et stratégiques des bailleurs de fonds dans l'allocation de leur aide (Maizels et Nissanke, 1984 ; Frey et Schneider, 1986 ; Gounder, 1994 et 1999).

Adam Smith a consacré à l'aide aux colonies une vingtaine de pages dans « La richesse des nations », ouvrage écrit en 1776, tous les libéraux ou presque jugent que cette transaction est perverse car elle correspond, selon eux, à une allocation de ressources hors marché. Ce dernier étant le seul mécanisme efficace de coordination des actions des agents et d'allocation optimale des ressources. Ainsi Pour Berg (1997), plus l'aide s'accroît, plus les effets négatifs

se multiplient et deviennent déstabilisateurs dans des pays où l'aide atteint jusqu'à 5% du PIB.

Par ailleurs, certaines conditions structurelles ou initiales sont susceptibles d'affecter la contribution de la croissance à la réduction de la pauvreté. Ainsi par exemple, l'importance des inégalités initiales a été soulignée par Bourguignon (2000), De Janvry et Sadoulet (2000) et Heltberg (2001). De même, la part de l'agriculture dans le PIB, les caractéristiques démographiques (taux de croissance de la population, distribution de la population entre les secteurs ruraux et urbains) peuvent affecter la contribution de la croissance à la lutte contre la pauvreté. Enfin, la qualité et les caractéristiques de la croissance du revenu peuvent également jouer. Ravallion et Datt (1996) ont par exemple mis en évidence qu'en Inde, la croissance du secteur secondaire (l'industrialisation) réduit moins la pauvreté que celle des secteurs primaires et tertiaires. Cependant, si l'influence positive de la relation entre la croissance et la réduction de la pauvreté est largement acceptée, sa relation avec les inégalités fait toujours l'objet d'un important débat. Psacharopoulos et al (1995) ont mis en évidence dans le cas de l'Amérique latine, que les inégalités, comme la pauvreté, réagissent contra-cycliquement avec la croissance. Mais d'autres études sont moins optimistes. Par exemple, l'analyse de Ravallion et Chen (1997), sur 42 pays, ne leur permet pas de mettre en évidence une influence de la croissance du revenu sur le niveau des inégalités. De même, pour 12 pays d'Amérique latine, De Janvry et Sadoulet (2000) concluent que la croissance du revenu a certes permis de réduire la pauvreté, mais pas les inégalités.

2-2- Revue de littérature empirique

Burnside et Dollar (1998) analysent l'effet de l'aide sur la baisse de la mortalité infantile, un indicateur de bien-être des populations très fortement corrélé aux niveaux de pauvreté et dont les données sont disponibles pour de nombreux pays. Leur étude économétrique suggère que dans un bon environnement de politiques économiques, l'aide permet de réduire la mortalité infantile. Par contre, la relation entre l'aide et la variation de la mortalité infantile est absente dans les pays en développement caractérisés entre autres par un niveau de corruption élevé.

Plus récemment, Gomanee et al (2003) ont exploré la relation entre l'aide, les dépenses publiques pro-pauvres et l'IDH. Ils parviennent à mettre en évidence une influence positive de l'aide sur l'indicateur de développement humain et sur la réduction de la mortalité infantile, effet qui passe par le financement des dépenses publiques favorables aux plus pauvres. Il faut toutefois rappeler que des résultats sensiblement différents avaient été mis en évidence par

Mosley et al. (1987) et Boone (1996), dont les analyses économétriques suggèrent l'absence d'effet de l'aide sur la mortalité infantile. En outre, Kosack (2003) souligne que l'aide n'a d'effet sur l'indicateur de développement humain que dans les régimes démocratiques. De leur côté, Mosley et al (2004) examinent l'effet de l'aide sur la pauvreté dans une approche de nouvelle conditionnalité. Il découle de leurs travaux que c'est la combinaison de la croissance, des priorités des dépenses gouvernementales, de l'inégalité et de la corruption qui détermine le niveau de pauvreté. Par suite, ces éléments représentent les canaux potentiels par lesquels l'aide impactera davantage la pauvreté une fois que les donateurs auraient trouvé la technique qui les influence. C'est l'essence même de la « New conditionality » qui offre une flexibilité plus grande aux pays donateurs de punir les dérapages sur les engagements convenus et les clefs des décaissements de fonds au profit de variables politiques que les autorités peuvent influencer dans une direction pro-pauvre.

Griffen et Enos (1970) ont été parmi les premiers auteurs à remettre en question l'efficacité de l'aide, à partir d'une étude empirique faisant état d'une corrélation simple négative entre l'aide et la croissance dans 27 pays. De nombreux chercheurs ont fait une réflexion à cette conclusion, soutenant que la relation était délicate ou inexistante (Mosley et alii, 1987 ; Dowling et Hiemenz, 1982 ; Singh, 1985; Boone, 1994).

L'étude de Boone (1994), en particulier, est l'une des plus citées dans ce domaine. Son analyse s'est focalisée uniquement sur une relation linéaire faisant ainsi abstraction de l'éventuelle endogénéité de l'aide, et a abouti à la même conclusion selon laquelle l'aide affecte négativement la croissance. Quant à Voivodas (1973) qui a travaillé sur un échantillon de 22 pays, sur la période de 1956 à 1968, la relation aide-croissance serait plutôt non significative.

Selon cette catégorie de chercheurs, l'aide ne favoriserait pas la croissance pour plusieurs raisons parmi lesquelles on dénombre, entre autres, les problèmes de gouvernance. En effet, pour ces auteurs, l'aide serait détournée de son objectif parce qu'elle est engloutie dans des limousines et des palais présidentiels, ou parce qu'elle est ordonnée au maintien au pouvoir des mauvais gouvernements, et donc à la perpétuation des politiques économiques malsaines et au report des réformes.

Pour Peter Bauer (1972), l'aide est néfaste au secteur privé et entrave donc le développement parce qu'elle a un effet dissuasif sur l'investissement.

Toutefois, au milieu des années 1990, un changement de cap important est survenu lorsque les tenants de ce courant ont commencé à se demander si l'aide pouvait stimuler la croissance et si son rendement pouvait décroître à mesure que ladite aide était augmentée. En effet,

jusqu'au milieu des années 1990, ceux qui s'intéressaient à l'efficacité de l'aide n'ont testé qu'un rapport linéaire aide-croissance (fondé sur les modèles néoclassiques de la croissance) qui pose le problème d'endogénéité lié à l'utilisation d'une seule équation dans laquelle, l'effet inverse d'une faible croissance sur une massive allocation de l'aide est ignoré. Ces insuffisances ont été, par la suite, relevées par une nouvelle catégorie de chercheurs qui vont soutenir la thèse contraire. La plupart de ces derniers auteurs admettent le rendement décroissant de l'aide et concluent à une relation positive entre celle-ci et la croissance (Hajimichael et al, 1995 ; Durbarry et al, 1998 ; Dalgaard et Hansen, 2000 ; Hansen et Tarp, 2000 et 2001 ; Lensink et White, 2001 ; Dalgaard et al, 2004). Selon la majorité de ces chercheurs, l'aide n'a pas toujours été efficace ; mais, en général, l'augmentation des flux d'aide a été associée à une croissance plus rapide. La relation est généralement positive, bien que le rendement décroisse à mesure que l'aide augmente, c'est-à-dire que l'impact marginal sur la croissance est maximisé lorsque l'aide est moins importante et diminue à mesure que l'aide augmente.

De tels résultats n'ont pas manqué de susciter des débats très animés entre ces derniers et les chercheurs qui avaient conclu à l'absence d'une telle relation. Cependant, Roodman (2004) a soumis trois de ces études à une analyse de sensibilité et a constaté que deux d'entre elles [Dalgaard (2004) et les résultats de l'estimation par la méthode des moments généralisés de Hansen et Tarp (2001)] sont raisonnablement robustes.

Toutes ces études regroupent un panel de pays en développement. Cependant, pour faire ressortir les spécificités de l'Afrique subsaharienne, et tenir compte de la sélectivité de l'aide (Alesina et Dollar, 2000 ; Burnside et Dollar, 2000) qui n'est pas sans effet sur son efficacité dans les différents pays et régions bénéficiaires, une variable muette est introduite dont le coefficient est significativement négatif dans presque toutes les études empiriques. Mais, en termes d'explication de la différence dans les taux de croissance, cette variable muette n'offre pas une information supplémentaire, si bien que son interprétation est souvent négligée.

À côté de ces études à caractère globalisant, certaines études se sont penchées spécifiquement sur le cas des pays africains subsahariens. L'une d'elles est celle réalisée par Levy (1988) qui a abouti à la conclusion que l'aide a un impact positif et significatif sur la croissance dans ces pays. Cependant, il faut remarquer que son estimation sur des données transversales ne couvre que la période 1968-1992. Plus récemment, Hadjimichael et alii (1995) sont parvenus aux mêmes résultats sur un échantillon de 41 pays sur une période allant de 1986 à 1992.

En outre, nous convenons avec Radelets et al (2004) que la majorité des études sont en coupe transversale ou en panel de courte durée et n'aboutissent donc qu'aux effets conjoncturels de l'aide.

Il paraît alors nécessaire de traiter des effets structurels par une étude en série longue, à l'exemple de celle de Gabas (1988) sur les pays du Sahel, même si l'auteur, contrairement à Guillaumont et al (1999), n'incluait pas les variables climatiques dans la liste de ses variables explicatives.

Les modèles hybrides se sont progressivement enrichis, pour prendre en compte les performances économiques des pays receveurs, leurs choix de politiques économiques et certaines caractéristiques politiques (type de régime, fonctionnement des institutions). Par ailleurs, des évolutions, liées notamment à la fin de la Guerre froide, ont été récemment mises en évidence. Par exemple, Meernik et al. (1998) soulignent que, à partir des années 1990, les objectifs sécuritaires de l'aide américaine avaient perdu en importance, à la faveur des objectifs de développement et de démocratie. L'analyse de Berthélemy et Tichit (2003) suggère également un déclin, après la Guerre froide, de l'impact des liens historiques de colonisation sur l'allocation d'aide ; les performances économiques et les relations commerciales devenant, en revanche, relativement plus importantes.

Des estimations de modèles « hybrides », saisissant simultanément les besoins des pays receveurs et les intérêts politiques, stratégiques et commerciaux des pays donateurs ont donc été mises en œuvre. Celles-ci confirment l'importance des liens historiques et commerciaux et des intérêts stratégiques des pays donateurs dans l'allocation de leur aide (Gang et Lehman, 1990 ; Meernik *et al.* 1998 ; McGillivray et Oczkowski, 1992 ; Alesina et Dollar, 2000 ; Alesina et Weder, 2002 ; Berthélemy et Tichit, 2003 ; Chauvet, 2003).

Franco-Rodriguez et al. (1998) proposent de considérer l'aide comme endogène. Ce nouveau modèle suppose que les bailleurs de fonds n'ont plus la pleine maîtrise de cette variable et que les pays bénéficiaires disposent d'une influence sur les montants déboursés. Les modèles récents supposent que les bailleurs de fonds acceptent jusqu'à un certain degré que l'aide soit utilisée pour des dépenses de consommation, et non plus exclusivement pour des dépenses d'investissement comme cela était le cas dans les modèles plus anciens ; les valeurs cibles sont obtenues à partir de l'estimation d'une relation de long terme : plutôt que de recourir à des estimations des valeurs cibles sur la base de variables supposées exogènes, Franco-Rodriguez (2000) détermine les valeurs de long terme sur la base d'une relation de co-intégration.

De plus, les travaux sur les déterminants de la croissance économique mettent l'accent sur des variables en plus de l'APD. C'est ainsi que Barro (1990) conclut que l'investissement a un faible effet sur la croissance du PIB par tête. En fait, une augmentation de 10 points du taux d'investissement induirait un surplus de croissance de l'ordre de 0,6 point. En revanche, Ojo et al. (1995) ont confirmé le rôle prépondérant de l'investissement dans la croissance économique de 17 pays africains entre, 1970 et 1991. Pour ces pays, les auteurs montrent qu'une augmentation de 10 points d'investissement produit en moyenne un supplément de 2% de croissance du PIB par tête. Mais pour ces mêmes pays, l'impact est plus faible si l'on considère seulement l'investissement public (Barro et Sala-I-Martin, 1996).

Par ailleurs, dans une étude en panel incluant le Bénin, Akpo et al (2006) utilisent l'Indice de Pauvreté Humaine comme mesure de bien-être. Leurs résultats montrent que même si l'impact de l'aide est peu perceptible sur la croissance, l'aide peut contribuer à réduire directement l'IPH lorsque les pays ont la capacité de contrôler le niveau de corruption. Toutefois, ces auteurs soulignent que la pratique de la bonne gouvernance tout en améliorant la croissance peut aller de pair avec l'aggravation de la pauvreté.

Igue (2006) présente des régressions en séries temporelles sur une période d'observations de 1976 à 2006. En utilisant l'Indice de Développement Humain comme mesure du bien-être. Leurs résultats soutiennent que l'aide est associée positivement aux dépenses sociales. A travers celles-ci, l'aide induit une croissance pro-pauvre. A contrario, l'effet direct est négatif et significatif. Des efforts additionnels s'avèrent donc indispensables tant au niveau des Bailleurs de Fonds qu'au niveau des autorités gouvernementales pour accélérer la réduction de la pauvreté.

SECTION 3 : Méthodologie de recherche

La méthodologie permettra de présenter les données et leurs sources, les outils d'analyse, le modèle, la description des variables et les résultats attendus.

3-1- Nature et source de données

Dans cette étude, nous avons utilisé des données secondaires en série chronologique et couvrent globalement la période de 1983 à 2014, suivant 32 observations. Nous avons utilisé les données de la Banque Mondiale (World Bank Africa Data Base, 2007), IMF world economic data (Knoema), celles de l'INSAE, la DCAD, les centres de recherche et de documentation (PNUD, ENAM, ENEAM, Mission Résidente de la Banque Mondiale,

BCEAO) puis, l'outil Internet, pour l'obtention de compléments de données et d'informations. Ce dernier outil a servi à l'approfondissement des connaissances.

3-2- Méthode d'analyse

L'analyse dans le cadre de cette étude sera empiriquement menée. En ce qui concerne nos deux premières hypothèses, nous utiliserons une approche économétrique pour mesurer la part de l'aide publique au développement sur le niveau de pauvreté au Bénin en passant par l'investissement et l'ouverture commerciale. L'approche économétrique est une régression simple sur une série chronologique sur la période de 1983 à 2014. Nous allons utiliser les MCO (Moindres Carrés Ordinaires) pour faire l'estimation sur un modèle linéaire. Nous ferons par la suite les tests relatifs au MCO notamment les tests d'homoscédasticité, d'auto corrélation et de normalité. La troisième sera vérifiée à travers des représentations graphiques et leur interprétation.

3.3-Spécification du modèle

Le but de notre étude est d'analyser la relation entre APD et réduction de pauvreté au Bénin. En nous appuyant sur la revue de littérature, la variable expliquée est l'indicateur de développement humain.

Nous nous sommes inspirés d'un modèle qui a été utilisé par Kosack (2003) et Akpo (2006) dont la forme générale se présente comme suit :

$$N_{pau} = \alpha + \beta_1 PIBr + \beta_2 APD + \beta_3 Mass + \beta_4 Inst + \beta_5 Inv + \beta_6 Ouv + \mu$$

Il est adopté pour cette précédente équation la forme logarithme qui a l'avantage de donner directement l'élasticité de la variable expliquée par rapport à chacune des variables explicatives. On a alors :

En fonction des variables de notre étude, le modèle devient :

$$\log(N_{pa}) = \log \alpha + \beta_1 \log(PIBr) + \beta_2 \log(APD) + \beta_3 \log(Mass) + \beta_4 \log(Inst) + \beta_5 \log(Inv) + \beta_6 \log(Ouv) + \varepsilon$$

N_{pau} : Niveau de la pauvreté (la proportion des pauvres)

$PIBr$: le produit intérieur brut en terme réel

APD : Aide publique au développement nette reçus

$Mass$: Masse monétaire

$Inst$: Indice d'instruction

Inv : Investissement

Ouv : Ouverture commerciale

α Est la constante du modèle

$\beta_1, \beta_2, \beta_3, \beta_4, \beta_5$ et β_6 sont les coefficients du modèle

ε Est le terme d'erreur du modèle

3.4- Description des variables

Variable endogène

Npau : c'est la proportion des individus en dessous de seuil de pauvreté. C'est un indicateur simple à calculer, il présente l'inconvénient d'être insensible à toute amélioration ou détérioration de la situation d'un pauvre du moment qu'il demeure en dessous du seuil de pauvreté. Néanmoins il a été choisi car il a l'avantage d'être disponible sur toute la période d'étude

Les variables exogènes

PIBR : Le PIB a pour objet de quantifier la production de richesse réalisée par un pays sur une période donnée, généralement un an ou un trimestre, grâce aux agents économiques résidant dans le pays concerné. Il s'agit donc d'un indicateur qui reflète l'activité économique interne d'un pays.

APD : nous retiendrons l'APD en termes de flux à la période choisie car l'objectif est de déterminer l'impact de ces flux sur le développement économique du Bénin. Elle est exprimée en dollar Américain qui théoriquement a un impact sur la réduction de la pauvreté.

Mass : C'est un indicateur important, suivi et publié par les banques centrales. Elle désigne la quantité de monnaie effective ou potentiellement utilisable dans un pays ou une zone économique.

Inst : désigne l'indice d'instruction, exprimé en pourcentage. Il est obtenu en prenant le taux brut de scolarisation (1/3) additionné au taux d'alphabétisation (2/3). Il permet d'apprécier l'accès à l'éducation.

Inv : C'est un indicateur de performance économique. Il est considéré comme un moteur de croissance tant pour l'école néoclassique que pour la théorie keynésienne

Ouv : Elle permet de mesurer l'influence d'une politique d'intégration commerciale sur la pauvreté au-delà de ses effets à travers la croissance économique. Elle est mesurée par la part de la somme des exportations et des importations dans le PIB

3-4-1. Signes attendus

Les signes attendus des coefficients de nos variables d'étude se résument dans le tableau suivant :

Tableau 1 : Signes attendus des coefficients des variables

Variables	Coefficients	Signe attendus
APD	β_1	-
PIBr	β_2	+
Mass	β_3	+
Inst	β_4	+
Inv	β_5	+
Ouv	β_6	-

Source : Réalisée par les auteurs

3.5-Méthode d'estimation du modèle

L'estimation du modèle se fera par la méthode des Moindres Carrées Ordinaires, sur le logiciel EVIEWS 7. Des tests de diagnostic, de validation et de significativité individuelle des variables seront effectués avant l'interprétation des résultats. En effet, la théorie économétrique exige un certain nombre de critères (hypothèses) pour la validation des estimations. C'est pourquoi nous procéderons à différents tests permettant de s'assurer ou non de la stationnarité des séries, de la cointégration des séries, de l'omission d'une ou plusieurs variables pertinentes et de la validation du modèle.

➤ Test de stationnarité de Dickey-Fuller augmenté

Une série chronologique est stationnaire si son espérance mathématique et sa variance restent inchangées dans le temps. En d'autres termes la série stationnaire ne comporte ni saisonnalité, ni tendance. Dickey et Fuller (1979 ;1981) ont mis au point un test permettant non seulement de détecter l'existence d'une tendance mais aussi de déterminer la stationnarité d'une série.

Le test de racine unitaire indique l'ordre d'intégration des séries. Il en découle donc qu'une série est intégrée d'ordre 1 s'il convient de la différencier une fois avant de la rendre stationnaire. Il est important de préciser que le choix porté sur le Dickey Fuller augmenté se justifie par le fait qu'il tient compte du nombre de retard. C'est le test qui tient compte de l'hypothèse qu'il n'y a aucune raison pour que, à priori l'erreur soit corrélée. L'alternative d'hypothèses qui se présente à l'issue du test est la suivante :

H0: Il y a présence de racine unitaire (série non stationnaire) ;

H1: Il y a absence de racine unitaire (série stationnaire).

Le nombre de retards retenus pour ce test est celui pour lequel la statistique Akaike info Criterion est la plus faible.

La règle de décision est la suivante :

Si la statistique de Dickey-Fuller augmenté (ADF_c) est supérieure à la valeur critique de Mackinnon (ADF_I) au seuil de 5%, alors l'hypothèse H0 est acceptée. Il y a présence de racine unitaire, la série est donc non stationnaire.

Si la statistique de Dickey-Fuller augmenté (ADF_c) est inférieure à la valeur critique de Mackinnon (ADF_I) au seuil de 5%, alors l'hypothèse H1 est acceptée. Il y a absence de racine unitaire, la série est donc stationnaire.

Les tests sont appliqués en niveau, puis en différence au cas où il y aurait présence de racine unitaire à ce premier stade. Si les séries sont stationnaires, et toutes intégrées du même ordre, nous allons procéder à un test de cointégration et recourir à une représentation à correction d'erreur, qui fournit des relations entre les variables à court et long terme.

➤ **Test de cointégration**

L'analyse de la cointégration permet d'appréhender clairement la relation entre les variables. Deux tests de cointégration sont généralement utilisés : le test d'Engle et Granger (1987) et celui de Johansen(1988). Une condition nécessaire est que les séries soient intégrées de même ordre.

Pour la vérification de cette relation, nous allons utiliser le test de Johansen. Les hypothèses du test sont :

H0 : Il y a absence de relation de cointégration

H1 : Il y a présence de relation de cointégration,

On accepte l'hypothèse de cointégration si la statistique de la trace est supérieure à la valeur critique (ou si la probabilité critique < seuil de alpha)

➤ **Modèle à Correction d'Erreur**

Après le test de cointégration qui confirme l'existence de relation entre les séries, on peut réaliser un modèle à correction d'erreur s'il y a une seule relation de cointégration entre les séries. Mais si le nombre de relation est supérieur ou égale à deux (2) on utilise le modèle VECM (Vector Error Correction Model)

Dans le cadre de notre étude, nous nous limiterons à un modèle à correction d'erreur à l'Engle-Granger. L'estimation du modèle se déroule en deux étapes :

Etape1 : Récupération des résidus après estimation du modèle de long terme par la méthode des Moindres Carrés Ordinaires (MCO) et la réalisation du test de stationnarité sur les résidus.

Etape2 : Elle consiste à estimer la relation du modèle dynamique de court terme et le résidu récupéré est utilisé comme variable explicative retardée d'une période

➤ **Validation du modèle**

1. Test de normalité de Jarque-Bera

Il est utile de vérifier dans un travail de recherche, la normalité des erreurs surtout pour le calcul des intervalles de confiance et aussi pour effectuer les tests de Student sur les paramètres. Le test de Jarque et Bera (1984) fondé sur la notion de Skewness (asymétries) et de Kurtosis (aplatissement), permet de vérifier la normalité d'une distribution statistique.

L'alternative d'hypothèses qui se présente à l'issue du test est la suivante :

H0: La distribution est normale ;

H1: La distribution n'est pas normale.

La règle de décision est :

On accepte l'hypothèse de normalité si $JB < 5,99$ ou de manière équivalente probabilité $> 5\%$.

On rejette l'hypothèse de normalité si $JB > 5,99$ ou de manière équivalente probabilité $< 5\%$.

2. Test d'autocorrélation

Pour vérifier si les erreurs sont autocorrélées ou non, nous avons réalisé le test de Breusch-Godfrey. La statistique de Breusch-Godfrey, donnée par $BG = nR^2$ suit un khi-deux à p degré de liberté où p représente le nombre de retard des résidus, n le nombre d'observations et R^2 le coefficient de détermination. L'alternative d'hypothèses qui se présente à l'issue du test est la suivante :

H0: Les erreurs sont corrélées ;

H1: Les erreurs sont non corrélées.

La règle de décision est la suivante :

On accepte l'hypothèse de corrélation des erreurs (H0) si probabilité est inférieure à 5% ou de manière équivalente si $nR^2 > \text{khi-deux}$ lu.

On accepte l'hypothèse de non corrélation des erreurs (H1) si probabilité est supérieure à 5% ou de manière équivalente si $nR^2 < \text{khi-deux}$ lu.

3. Test d'hétéroscédasticité de White

Le Test d'hétéroscédasticité est utile dans la mesure où il permet de détecter et de corriger l'hétéroscédasticité des erreurs. Plusieurs tests existent pour la détection de l'hétéroscédasticité mais nous retenons celui de White. Le test de White est fondé sur une relation significative entre le carré au sein d'une équation de régression. L'alternative d'hypothèses qui se présente à l'issue du test est la suivante :

H0: Les erreurs sont hétéroscédastiques ;

H1: Les erreurs sont homoscedastiques.

La règle de décision est la suivante :

On accepte H0 si la probabilité est inférieure à 5%.

On accepte H1 si la probabilité est supérieure à 5%.

CHAPITRE II: Analyse de l'impact de l'APD sur la pauvreté au Bénin

Ce dernier chapitre procèdera à une analyse économétrique par le test des hypothèses. Il est divisé en trois sections. Dans la première section nous présenterons le cadre institutionnel de notre étude et nos acquis pendant le stage. La seconde section sera consacrée à l'analyse descriptive des variables. La troisième section met en perspective les résultats économétriques obtenus et leurs interprétations ainsi que les implications de politiques économiques.

SECTION 1: CADRE INSTITUTIONNEL

Cette section expose le cadre institutionnel dans lequel notre stage a été déroulé. Nous avons effectué notre stage à la DPP/MESRS et ensuite affecté à la DCAD/DGFID/MPDAE

1.1. Présentation de la Direction de la Programmation et de la Prospective

1.1.1. Historique et attributions

Situé à Cotonou, capitale économique du Bénin, le MESRS est l'un des ministères en charge de l'éducation au Bénin. En effet, l'administration du système éducatif a connu toutes sortes de reconstitution. Le cadre institutionnel a varié au rythme des changements publics. Jusqu'à l'avènement de la réforme de 1975, un seul ministère, le ministère de l'Education Nationale, de la Culture, de la Jeunesse et des Sports s'occupait du secteur. De 1975 à la Conférence Nationale des Forces Vives de la Nation (février 1990), quatre ministères se sont partagé la tutelle du système qui a mis en place un modèle de développement socialiste. Avec les contestations à la fois publiques et institutionnelles de 1990, on est revenu à un ministère : le Ministère de l'Education Nationale et de la Recherche Scientifique (MENRS), la culture et l'alphabétisation étant toujours logées dans un autre ministère. En 2001, de nouveau, l'Education est placée sous la tutelle de quatre ministères :

- ❖ le Ministère des Enseignements Primaire et Secondaire (MEPS), s'occupe aussi de l'enseignement maternel qui n'est pas explicitement mentionné dans la dénomination du ministère ;
- ❖ le Ministère de l'Enseignement Technique et de la Formation Professionnelle (METFP) a en charge l'éducation formelle (les établissements d'enseignement technique et de formation professionnelle) et l'éducation non formelle (les apprentissages) ;

- ❖ le Ministère de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche Scientifique (MESRS) dont relèvent les universités et tous les établissements d'enseignement supérieur (les Instituts Universitaires de Technologie et les établissements de formation au BTS et autres formations professionnelles) ;
- ❖ le Ministère de la Culture, de l'Artisanat et du Tourisme (MCAT) définit et gère la politique culturelle du Bénin. Il s'occupe de l'alphabétisation des adultes.

En Avril 2006, le Ministère de l'Enseignement Technique et de la Formation Professionnelle (METFP) et le Ministère de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche Scientifique (MESRS) ont été fusionnés en un seul ministère : le Ministère de l'Enseignement Supérieur et de la Formation Professionnelle (MESFP). L'alphabétisation est placée sous tutelle du Ministère de la Culture, des Sports et Loisirs (MCSL). Un an plus tard ces ministères ont changé de dénomination pour devenir Ministère des Enseignements Maternel et Primaire(MEMP) ; Ministère de l'Enseignement Secondaire et de la Formation Professionnelle, de la Reconversion et de l'Insertion des Jeunes (MESFTPRIJ) et le Ministère de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche Scientifique (MESRS). Depuis lors, ces ministères ont gardé leurs dénominations jusqu'à ce jour.

Conformément au DECRET N°419 du 20 juillet 2016 portant attributions, organisation et fonctionnement du ministère de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique, la DPP a pour attributions d'assurer la gestion du processus de planification du Ministère.

A ce titre, elle est chargée :

- ❖ de collecter, de traiter et de diffuser toutes informations nécessaires à une réflexion prospective et stratégique dans les domaines de compétence du MESRS, notamment par rapport aux attentes et besoins des usagers/clients ;
- ❖ d'animer les processus d'analyse prospective et de suivi-évaluation du ministère ;
- ❖ d'élaborer, de suivre et d'évaluer, en collaboration avec le cabinet du ministre (CAB) et le secrétaire général du ministère (SGM), les plans stratégiques et opérationnels du ministère ;
- ❖ d'élaborer, en liaison avec les directions techniques, les organismes et Etablissements sous tutelle, les programmes et projets du ministère ;
- ❖ d'élaborer, de suivre et d'évaluer un budget-programme à partir des Plans stratégiques et opérationnels du ministère et du cadre de dépenses à moyen terme (CDMT) ;

- ❖ de mobiliser, en liaison avec les services financiers, les financements pour ces programmes et projets ;
- ❖ de mettre en place une base de données, un dispositif de collecte et de traitement des informations pour réussir la panification, la mise en œuvre et le suivi-évaluation au sein du ministère ;
- ❖ de veiller à la prise en compte des études d'impact environnemental, dans le cadre des programmes et des projets du ministère.

1.1.2. Organisation et fonctionnement de la DPP

La DPP comprend six (6) services à savoir : le Secrétariat, un Service des Etudes et de la Prospective (SEP), un Service de la Gestion du Système de l'Information (SGSI), un Service de la Coopération (SC), une Cellule de Suivi-Evaluation des Projets et Programmes (CSEPP), une cellule environnementale.

Cependant, dans le cadre de notre stage, nous avons travaillé conjointement au service de la gestion du système informatique et à la Cellule de suivi-évaluation des projets et programmes. Comme activités phares de ces derniers, ils sont chargés :

- ❖ de collecter, de traiter, d'analyser et de centraliser les données statistiques du secteur et d'en assurer la synthèse et la diffusion en vue de leur exploitation ;
- ❖ d'élaborer et de diffuser l'annuaire statistique du ministère ;
- ❖ d'élaborer des outils d'aide à la décision dans le secteur de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique (tableau de bord, carte universitaire, guide d'orientation) ;
- ❖ d'assurer la coordination des travaux d'élaboration et de suivi-évaluation des budgets-programmes à partir des plans stratégiques et opérationnels du ministère et du CDMT ;
- ❖ d'assurer la définition des indicateurs de performance des budgets-programmes du ministère et d'en assurer le suivi et l'évaluation ;
- ❖ d'assurer la programmation, le suivi-évaluation des projets et programmes du ministère inscrits au programme d'investissements publics et d'en établir les bilans d'exécution trimestriels et annuels.

1.1.3. Organisation et fonctionnement de la direction de la coordination de l'aide au développement (DCAD)

La Direction de la Coordination de l'Aide au Développement (DCAD) a pour mission de définir et de conduire la Politique Nationale de l'Aide au Développement et de renforcer la coopération pour le développement.

A ce titre, elle est chargée de:

- ✓ suivre la mise en œuvre de la Politique Nationale de l'Aide au Développement ;
- ✓ collecter, traiter et analyser l'ensemble des informations relatives à l'aide ;
- ✓ mettre en place et assurer le fonctionnement du Système de Gestion des Informations sur l'Aide au Développement (SGIAD) reliant les Partenaires Techniques et Financiers (PTF), les collectivités locales, les Organisations de la Société Civile (OSC), les Institutions Gouvernementales et non Gouvernementales, le secteur privé ;
- ✓ élaborer le Rapport sur l'absorption de l'Aide Extérieure (RAE), en liaison avec la Cellule de Suivi des Programmes Economiques et Financiers (CSPEF), la Caisse Autonome d'Amortissement (CAA), la Direction Générale de la Programmation et du Suivi des Investissements Publics (DGPSIP) ;
- ✓ élaborer le rapport de mise en œuvre de la Politique Nationale de l'Aide au Développement ;
- ✓ appuyer les ministères sectoriels à la consommation de l'Aide Publique au Développement ;
- ✓ suivre les engagements pris par le Bénin relatifs à l'efficacité de l'aide au développement.

La Direction de Coordination de l'Aide au Développement (DCAD) comprend les Services et les Divisions ci-après :

- le Secrétariat de Direction (SD);
 - la Division de la gestion des courriers ;
 - la Division du personnel et des archives.
- le Service des Études et Synthèses (SES) ;
 - Division de la Production des Statistiques ;
 - Division de l'Information et de la Documentation.
- le Service des Politiques de l'Aide au Développement (SPAD) ;
 - Division de l'Orientation des Politiques et Stratégies ;
 - Division du Suivi de la Politique Nationale de l'Aide au Développement.

- le Service d'appui à la Consommation des Ressources Extérieures (SCRE) ;
 - Division Assistance-Conseils ;
 - Division des Relations avec les Acteurs.

1.2. Déroulement du stage

Nous aborderons dans cette partie, le point des activités auxquelles nous avons participé au cours de notre stage.

➤ **Travaux effectués**

Dans les locaux de la DPP et de la DCAD, nous avons été instruits pour les deux premières semaines à passer dans tous les services aux fins de prendre connaissance de leur fonctionnement. Il nous a également été donné de participer à certaines activités phares telles que : i) l'atelier de la revue à mi-parcours gestion 2016, ii) l'atelier de la formation des gestionnaires de crédit des projets, iii) l'atelier de sensibilisation des écoles privées supérieure

➤ **Les difficultés rencontrées et quelques suggestions**

Ce stage a connu quelques difficultés qui n'ont cependant pas affecté la qualité de rédaction du mémoire. Il s'agit en l'occurrence de la non disponibilité de certaines statistiques, de la non-existence de centre de documentation propre à la DPP et DCAD. Vu ces difficultés, nous formulons les suggestions ci-après :

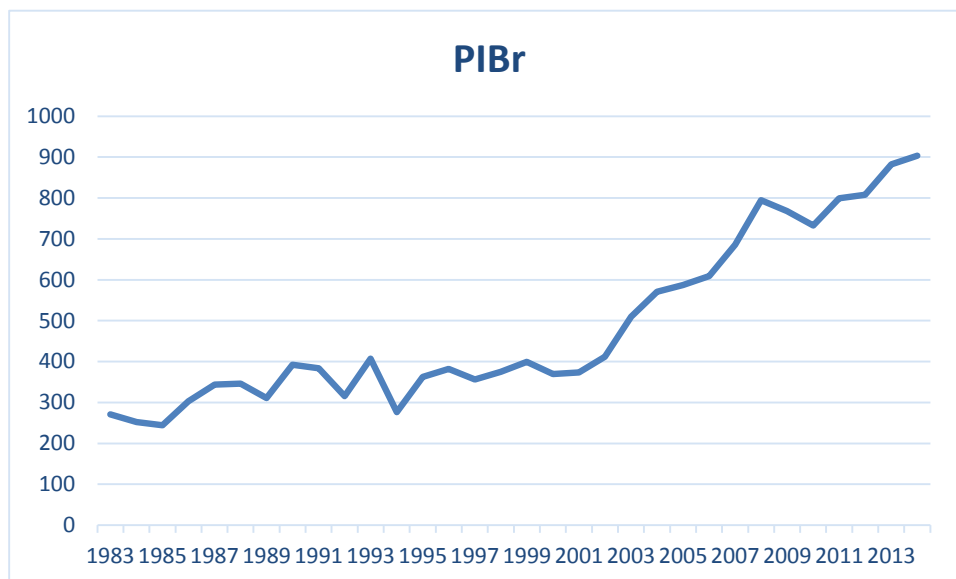
- ❖ doter la DPP et de la DCAD d'une documentation propre à elle (regrouper les différents documents de stratégie et les rapports effectués au sein du ministère) ;
- ❖ encourager la production et l'archivage des statistiques.

SECTION 2 : Evolutions des variables sur la période d'étude

Cette section a pour principal objet de donner un aperçu sur l'évolution des différentes variables d'études au cours de la période d'étude (1983 à 2014).

2-1- Evolutions du PIB en dollars us

Le graphique 1 montre l'évolution de la croissance du PIB au Benin de 1983 à 2014

Graphique 1 : Evolution du PIB en dollars us

Source : Réalisée par les auteurs

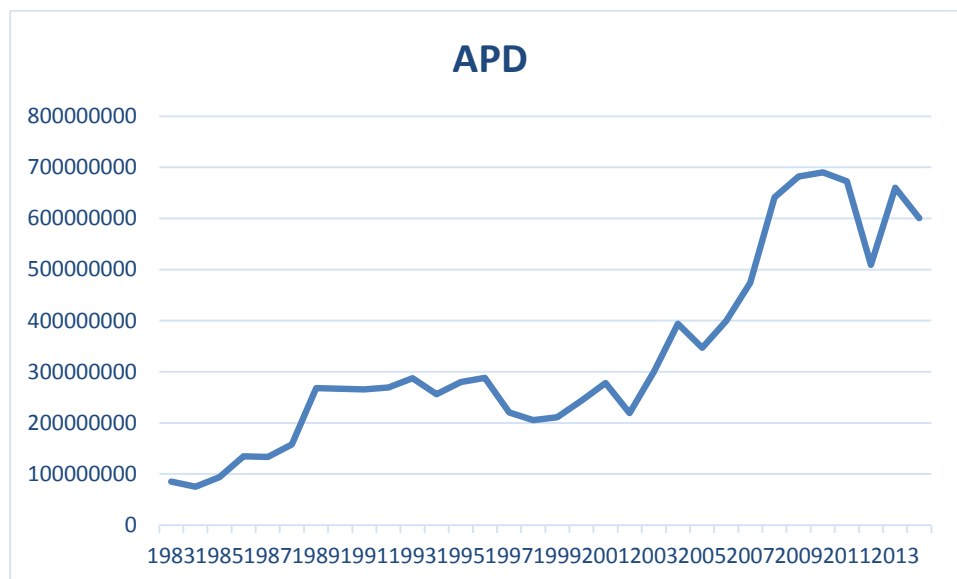
L'évolution du PIB peut être résumée en deux principales étapes : la première de 1983 à 1989 et la seconde de 1990 à 2014. La première période a été marquée par un niveau de PIB relativement faible (345 dollars us en moyenne). Cela est fortement lié à la crise économique survenue en 1980 et ayant entraîné de profonds déséquilibres des agrégats macroéconomiques.

Les difficultés et autres blocages socio-économiques se sont irrités au cours de l'année 1989 et ont abouti à la tenue de la Conférence des Forces Vives de la Nation à Cotonou du 19 au 28 Février 1990. Depuis cette date historique, il est amorcé un processus démocratique qui se renforce davantage chaque jour dans un environnement de paix et de stabilité sociale, de liberté individuelle et collective et de libéralisme économique. Dans un tel climat, la reprise de la croissance fut relativement modeste. Ainsi à partir de 1990, on constate une progression du niveau du PIB. Le PIB moyen était de 400 dollars us entre 1990 et 1993. Cette reprise de la croissance fait suite à la mise en place du premier Programme d'Ajustement Structurel en 1989 ayant permis au Bénin de réaliser de meilleures performances en termes de croissance que le reste des pays de la zone franc mais il s'accéléra fortement à partir de la dévaluation du franc CFA en 1994 (470,75 dollars us) et durera remarquablement longtemps. Le PIB en 2005 s'établit à 570,68 dollars us, un niveau supérieur à celui de 1994 lié aux résultats positifs de la

dévaluation du FCFA. Le Bénin a amorcé à compter de 2006, une relance économique qui amène le PIB à 587,08 dollars us contre 570,68 dollars us en 2005 ; ce montant progressera jusqu'en 2010. Mais en termes de taux, le pays a connu une baisse 3,8% en 2009 contre 5,1% en 2008. Cette chute est imputable à la crise financière internationale causée par l'effondrement du marché des crédits hypothécaires. Cette crise a entraîné de profondes perturbations sur les marchés financiers de l'Afrique. Ceux de l'Afrique Subsaharienne en particulier, ont été perturbés au début de l'année 2009 tout comme les déséquilibres qu'ont connus les économies de la région dus aux tendances sur les principales places boursières. En 2012, le produit intérieur brut (PIB) du Bénin a connu une croissance établie à 5,4% selon les statistiques officielles rendues publique par le Ministère de l'Economie et des Finances en mars 2013. Ce niveau record de croissance fait suite à une décennie au cours de laquelle la croissance économique a oscillé autour de 4%. La période a été marquée par deux récessions profondes avec des taux de croissance très bas de 2,9% en 2005 et 2,6% en 2010. En raison des réformes entamées par le Bénin, cette tendance à l'amélioration des performances économiques s'est maintenue en 2013 avec un taux de croissance estimé entre 5% et 5,5%. L'enjeu majeur de la gouvernance économique du Bénin est de parvenir à une croissance suffisante afin d'engendrer une réduction significative de la pauvreté. La relance de la croissance économique notée en 2012 s'est traduite au premier semestre de l'année 2013 par un regain d'activités économiques constaté à travers l'indice global du chiffre d'affaires (ICA global), essentiellement porté par le commerce, les services et les industries BTP (bâtiments et travaux publics)

2-2- Evolution de l'APD nette reçue (dollars us)

Le graphique 2 montre l'évolution de l'APD en dollars us de 1983 à 2014

Graphique 2 : Evolution de l'APD nette reçue en dollars us

Source : Réalisée par les auteurs

L'évolution de l'APD peut être résumée en trois grandes étapes : la première de 1983 à 1989, la seconde de 1990 à 1999 et la dernière de 2000 à 2014. On observe une légère augmentation des flux de l'APD durant la première période (104448000 us dollars en moyenne). Cela peut s'expliquer par l'engagement des pays développés via le plan Marshall aider les pays pauvres à entamer un essor économique et de mettre en œuvre leur politique de développement.

Durant la seconde période, on remarque une stagnation de la hausse puis une légère baisse du niveau de l'aide (254925000 us dollars en moyenne). Cette hausse montre la forte dépendance du Benin vis-à-vis de l'aide pour l'orientation de ses politiques économiques. Elle peut s'expliquer par le besoin de financement des Programmes d'Ajustement Structurel (PAS) mis en œuvre à cette époque, l'élargissement à cette période du financement de l'aide aux secteurs de l'éducation qui a atteint 12% de l'aide totale en 1999, au secteur du développement social a 8,4% du total de l'aide en 1996, au secteur de l'agriculture financé à 79,3% du total de l'aide en 1999.

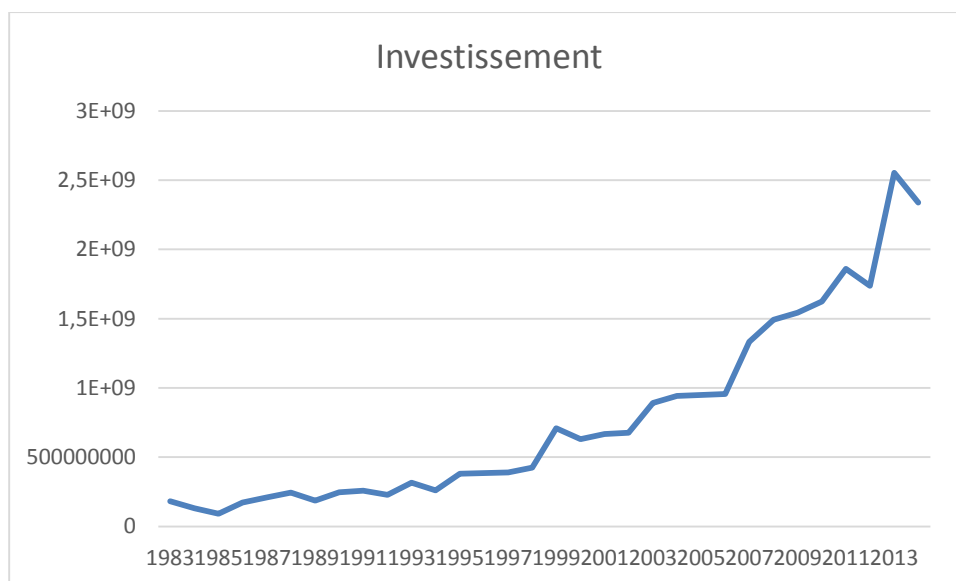
Durant la troisième période, on note une forte augmentation du niveau de l'aide (474038667 us dollars en moyenne). En effet depuis la signature par le Benin du protocole d'accord sur la Déclaration de Paris, l'aide n'a cessé de croître. Il faut noter que cette déclaration ne prend en compte que les aides inscrites au budget-programme du pays et donc

les appuis budgétaires. Ainsi de 2000 à 2010 les appuis budgétaires sont passés de 1,7 à 71,3 milliards FCFA, les dons aux programmes de 1,7 à 48,6 milliards FCFA, et les prêts aux programmes de 0 à 22,7 milliards FCFA.

2-3- Evolution de l'investissement

Le graphique 3 montre l'évolution de l'investissement 1983 à 2014

Graphique 3 : Evolution de l'investissement



Source : Réalisée par les auteurs

A l'analyse du graphe ci-dessus, on remarque une faible croissance de l'investissement sur la période allant de 1983 à 1989. Ce faible niveau de l'investissement est relié à la crise économique qui est survenue en 1980 qui a amplement affaibli les capitaux des investisseurs privés avec pour implication le déséquilibre des agrégats macroéconomiques.

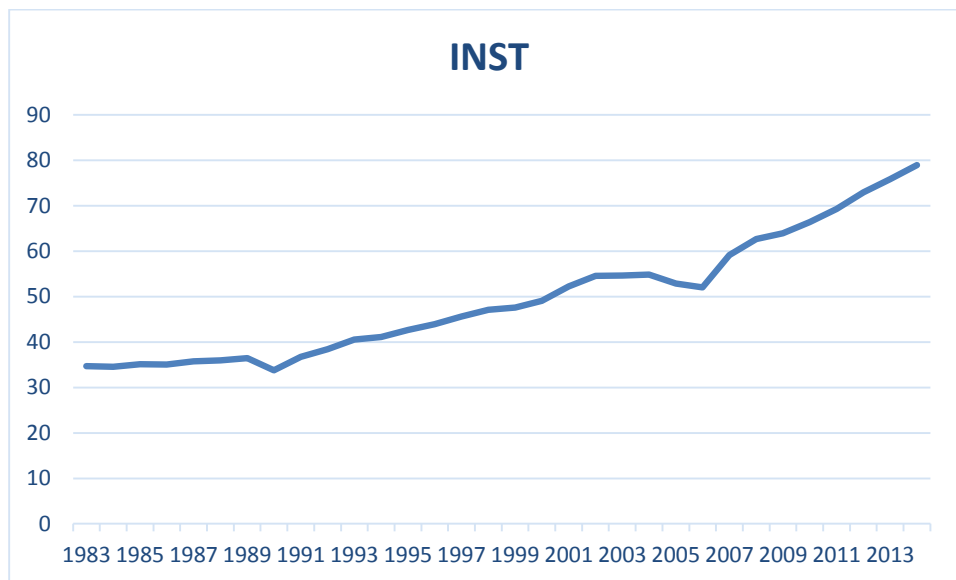
A partir de 1994, on observe une croissance rapide de l'investissement intérieur. Soit 259572010,1 milliards de FCFA en 1994 et 4242094426,4 milliards de FCFA en 1998. Cette poussée s'explique non seulement par les programmes d'ajustement structurels entre 1994 et 1998 qui ont permis au gouvernement de faire des réformes commerciales, mais aussi par la dévaluation du franc CFA. Cette dernière a permis l'abaissement et l'allègement des droits de douanes de certains produits, la relance de la production agricole. De 1998 à 2006, l'investissement s'est accru de 531058229,3. Aussi, les effets de la crise financière et économique de 2006 n'ont pas impacté le niveau de l'investissement car la croissance de l'épargne a pu soutenir l'augmentation de l'investissement en le faisant passer de 955267655,7 milliards de FCFA en 2006 à 185942579 milliards de FCFA en 2011. Sur la période 2011 à

2014 est très forte et connaît deux pics en 2012 et 2013 respectivement 1737224136, 2553639381.

2-4- Evolution du niveau d’instruction

Le graphique 4 montre l’évolution du niveau d’instruction de 1983 à 2014

Graphique 4: Evolution du niveau d’instruction



Source : Réalisée par les auteurs

D’après le graphe du niveau d’instruction de 1983 à 1989 on assiste à une légère croissance du niveau d’instruction. De 1989 à 1990 une chute de 2% (36 à 34). De 1990 à 2002 le niveau d’instruction suit une croissance remarquable de 16% (34 à 55). De 2002 à 2004 ce niveau reste constant sur le long de cette période (55%). De 2004 à 2006 une légère chute de 3% (55 à 52). De 2006 à 2014 on assiste à une croissance qui est très remarquable de 27% (52 à 79).

En somme de cette courbe, nous pouvons dire que le niveau d’instruction augmente au fil du temps sauf les périodes 1989 à 1990 et 2004 à 2006. En 31 ans le niveau d’instruction a évolué de 35 à 79.

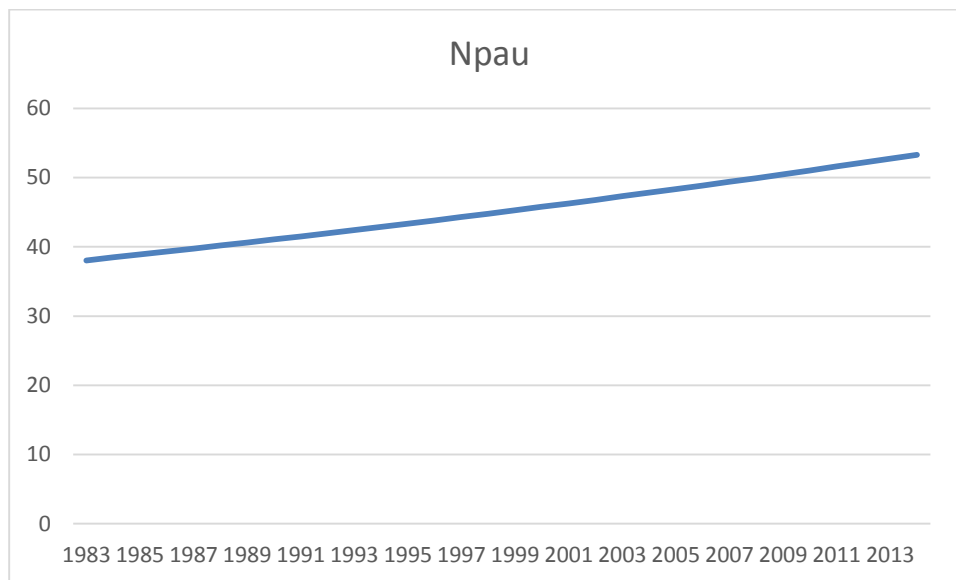
Pour sortir le système éducatif béninois des profondes crises, la Conférence des Forces Vives de la Nation de février 1990 va jeter de nouvelles bases d’un nouveau système éducatif avec comme principal caractéristique l’adoption de nouveaux curricula dans le cadre des « Nouveaux Programmes d’Etudes ». Ces nouvelles mesures prises ont permis de notables améliorations des indicateurs de base en général et du taux brut de scolarisation en particulier qui n’a cessé d’augmenter jusqu’en 2014 où il est de 109,13% en 2009. Ce somptueux

accroissement du taux brut de scolarisation est aussi attribuable à la gratuite de l'enseignement primaire décrétée en 2006 dans le cadre de la réalisation des OMD.

2-5- Evolution de la pauvreté au Bénin

Le graphique 5 nous montre l'évolution du niveau de pauvreté au Bénin de 1983 à 2014

Graphique 5 : Evolution du niveau de pauvreté



Source : Réalisée par les auteurs

D'après le graphe le niveau de pauvreté croît au fil du temps de façon proportionnelle de 1983 à 2014. L'on constate une dégradation continue de la situation de la population avec la détérioration du bien-être de cette dernière. Cette situation a pour corollaire :

- Les difficultés d'accessibilité de la population aux secteurs sociaux de base,
- Les difficultés d'alimentation ;
- La baisse du niveau du cadre de vie ;
- Les inégalités deviennent très notoires.

Sur la période la pauvreté connaît un taux de progression de 6,66%. Cela exprime non seulement le terrain que gagne la pauvreté au fil des années, mais aussi fait penser à l'impossibilité d'atteindre le premier Objectif du Millénaire pour le Développement qui consiste à réduire la pauvreté.

NB : Le seuil de pauvreté se situe à 661 FCFA (1.25\$) par habitant par jour.

2-5-1- Les déterminants de la pauvreté

Le SCRP qui est le document d'orientation en matière de lutte contre la pauvreté, explique les causes multiples et multiformes de la pauvreté au Bénin. Cette pauvreté affecte les

populations différemment selon les régions et se situe à plusieurs niveaux : économique, démographique, culturel et social et autres.

Au niveau économique Il y a :

- les causes internes qui sont liées à la faiblesse des politiques publiques à assurer les services de base, au coût élevé des prestations sociales (éducation, santé) ;
- Les causes institutionnelles et la gouvernance, liées à la faiblesse institutionnelle (difficultés d'accès aux institutions juridiques et administratives) et à la mauvaise gouvernance ;
- les causes externes qui sont des situations et des chocs externes contribuent à appauvrir également le pays et ses populations (la fluctuation des cours du dollar et du pétrole la chute drastique des cours mondiaux des produits de rente que sont le coton, le palmier à huile rouge etc...)

Au niveau démographique,

La pauvreté s'explique par un taux de croissance démographique élevée due à une forte fécondité et des migrations importantes.

Au niveau socio-culturel,

La pauvreté est liée au poids des traditions et des pesanteurs sociologiques. Les autres facteurs sont d'ordre historique (esclavage, colonisation), naturel (sécheresse, érosion des sols), technologique (faibles capacités technologiques des industries locales).

Section 3 : Présentation des résultats, analyses économétriques et recommandations

Cette section est consacrée à la présentation des résultats des estimations, aux différentes analyses économétriques et interprétations ainsi que les recommandations qui y découlent.

3-1- Présentation des résultats

3-1-1- Synthèse des résultats du test de stationnarité des séries

Afin de déterminer la stationnarité des variables, le test de Dickey-Fuller augmenté a été appliqué aux différentes variables du modèle afin de déterminer l'ordre d'intégration de celles-ci. Les résultats de ce test sont consignés dans le tableau ci-dessous et les détails relatifs à ce test figurent en annexe 1.

TABLEAU 2 : Résumé des tests de stationnarité

VARIABLES	Dickey Fuller augmenté		
	Niveau	Différence 1 ^{ère}	Différence seconde
Npau	Oui	Non	Non
PIBr	Non	Oui	Non
APD	Non	Oui	Non
Inv	Oui	Non	Non
Mass	Non	Oui	Non
INST	Non	Oui	Non
Ouv	Non	Oui	Non

Source : Réalisée par les auteurs

De la lecture de ce tableau, il apparaît que les variables NPAU et ESP sont stationnaires en niveau ; toutes les autres variables PIBr, APD et INST sont stationnaire en différence première.

En résumé, la vérification de la stationnarité des variables à l'aide du test ADF nous révèle que toutes les variables stationnaires à différent niveau.

3-1-2- Détermination du nombre optimal de retard

Il est nécessaire de déterminer le nombre p de retards par minimisation des critères d'information Akaike (AIC), Schwarz (SC) et Hannan-Quinn (HQ) et en regardant la Log-vraisemblance la plus élevée (LR).

TABLEAU 3: Résultat du choix du nombre de retards

Lag	AIC	SC	HQ
0	-10.32200	-9.995055	-10.21741
1	-24.57563	-21.96006*	-23.73888
2	-25.39506*	-20.49087	-23.82617*

Source : Réalisée par les auteurs

Le choix du retard optimal est fondé sur le critère d'information à minimiser, notamment les critères d'information d'Akaike, de Schwarz. Au regard du tableau, c'est l'ordre 2 qui optimise les deux critères. Par conséquent l'ordre du VAR est fixé à 2. (Annexe n°2)

3-1-3- Résultats du test de cointégration de Johansen

Le test de stationnarité à lui tout seul ne permet pas de voir si les variables sont en relation d'équilibre de long terme et si la corrélation qui existe entre elles n'est pas fausse. Pour le savoir, il est nécessaire de réaliser un test de cointégration. A cet effet, le test de Johansen utilise est exécutable même lorsque les variables ne sont pas de même ordre d'intégration.

Les résultats du test de cointégration(en annexe) montrent qu'il existe une seule (01) relation de cointégration au seuil de 5% selon le test de trace. Ce résultat est confirmé par le test du maximum de vraisemblance. On en déduit que les séries LPIB, LAPD, LNPA, LINST, et LESP sont cointégrées. Par conséquent, il convient d'estimer la relation entre les variables à travers un Modèle a Correction d'Erreur (MCE).

3-1-4- Estimation du modèle à correction d'erreur

L'estimation du MCE se fait en deux étapes.

Étape 1 : Estimation du modèle de long terme

➤ Estimation du modèle par la méthode des MCO

Tableau n°4 : Résultat du modèle de long terme

Variables	Coefficients	Probabilités
LPIB	-0.016734	0.0364
LAPD	-0.027883	0.0046
LMASS	0.045237	0.0045
LOUV	-0.001511	0.9133
LINST	0.073350	0.0167
LINV	-0.032873	0.0220
C	1.241611	0.0000
R² =0.994740	Prob (F-Statistic)=0.000000	

Source : Réalisée par les auteurs

La probabilité attaché à la statistique de Fischer prob =0.00000 est inférieure à 1%. D'où le modèle est globalement significatif ; la variation du niveau de pauvreté est expliquée à 99% (R² =0.994740) par les variables explicatives du modèle et témoigne une bonne qualité d'ajustement du modèle.

Le test d'ADF sur le résidu récupéré révèle que la série des résidus est stationnaire en différence première (voir annexe n°4)

Etape 2 : Estimation du modèle de court terme**➤ Estimation du modèle par la méthode des MCO**

Le tableau suivant présente les résultats de l'estimation du modèle de court terme par la méthode des MCO.

Tableau n°5 : Résultat du modèle de court terme

Variabes	Coefficients	Probabilités
D(LPIB)	-0.009054	0.5300
D(LAPD)	-0.022646	0.0033
D(LMASS)	0.044611	0.0004
D(LOUV)	-0.016111	0.1432
D(LINST)	0.139746	0.0069
D(LINV)	0.017811	0.1546
C	1.576914	0.0000
RESID01 (-1)	-0.553170	0.0067
R²=0.994668	Prob (F-Statistic)=0.000000	

Source : Réalisée par les auteurs

Le coefficient estimé des résidus retardé d'une période qui, représente la force de rappel de l'équation à l'équilibre est -0,553170 (voir annexe), comprise entre -1 et 0 avec une probabilité associée égale à 0,0067 donc statistiquement significatif au seuil de 5%. On conclut que la représentation par le MCE est validée.

3-2- Test de validation du modèle à correction d'erreur**3-2-1- Test de normalité des erreurs**

Le test de normalité de Jarque-Bera est utilisé pour vérifier la normalité des erreurs. La statistique de Jarque-Bera de 0,029657 est inférieure à 5,99. L'hypothèse de normalité des erreurs est acceptée au seuil de 5% et les erreurs sont donc distribuées suivant une loi normale. (Voir annexe n°5)

3-2-2- Test d'hétéroscédasticité des erreurs

Dans le test de White utilisé, la probabilité associée à la statistique de Fisher (0,5475) est supérieure à 5% (Voir annexe n°5). Donc l'hypothèse nulle d'homoscédasticité des erreurs est acceptée au seuil de 5%. Ainsi, la variance du terme d'erreurs du modèle à correction d'erreur

est constante dans le temps. Autrement le risque d'amplitude de l'erreur est le même quel que soit la période.

3-2-3- Test d'autocorrélation des erreurs

Les résultats du test de Breusch-Godfrey montrent que la probabilité associée à la statistique de Fisher de 0,0791 est supérieure à 5% (Voir annexe n°5). On accepte l'hypothèse de non autocorrélation des erreurs au seuil de 5%. Autrement dit les erreurs du modèle MCE sont indépendantes dans 95% des cas, c'est-à-dire que les erreurs d'une période n'influent pas celles d'autres périodes.

3-3- Analyse des résultats et validations des hypothèses

A cette étape, nous ferons une analyse économique des résultats qui nous permettra par la suite de vérifier les hypothèses en vue de faire des recommandations allant dans le développement économique du pays.

3-3-1- Analyse des résultats

A long terme, les coefficients des variables telles que la masse monétaire (LMASS) et l'instruction (LINST) sont positifs et significativement différents de zéro au seuil 5%. Toute chose étant égale par ailleurs, toute augmentation de 1% de chacune des variables LMASS et LINST entraîne une augmentation respective de 0.04% et 0.07% du niveau de pauvreté ; tandis que les coefficients des variables aide publique au développement (LAPD), investissement (LINV) et produit intérieure brute (LPIB) sont négative et significativement différent de zéro au seuil de 5%. Toute chose étant égale par ailleurs, toute augmentation de 1% des variables LAPD, LINV, LPIB entraînent une diminution respective de 0.02%, 0.03% et 0.01% du niveau de pauvreté. On en déduit qu'à long terme l'aide contribue à la réduction du niveau de pauvreté au Bénin.

Par ailleurs, le résultat des estimations montre que les différents signes attendus des différentes variables ne sont pas tous observés comme l'avait prévu la méthodologie. En effet, les coefficients des variables LMASS, LINV et LINST sont tous positifs et les coefficients des variables LAPD, LPIB et LOUV sont négatif.

A court terme, les coefficients des variables masse monétaire (LMASS) et instruction (LINST) sont positifs et significativement différents de zéro au seuil de 5%. Toute chose étant égale par ailleurs, tout augmentation de 1% de chacune des variables LINST et LMASS entraîne une augmentation respective de 0.13% et 0.04% du niveau de pauvreté ; tandis que le

coefficient de l'aide publique au développement est négatif et significativement différents de zéro. Toute chose étant égale par ailleurs, toute augmentation de 1% de la variable LAPD entraîne une diminution de 0.022% du niveau de pauvreté. En outre le coefficient de la variable LPIB n'est pas significativement différent de zéro. On en déduit que le produit intérieure brut n'a pas d'influence sur le niveau de pauvreté à court terme.

Les déséquilibres entre le niveau de pauvreté (proportions des pauvres) et les variables explicatives ont des évolutions similaires. Le coefficient -0.553170 traduit la vitesse à laquelle le déséquilibre entre le niveau désiré et la proportion des pauvres est résorbé ou absorbé dans l'année qui suit un choc. Ainsi, les chocs sur le niveau de pauvreté au Bénin se corrigent-ils par l'effet feed back. En d'autres termes, un choc constaté au cours d'une année sur le PIB est entièrement résorbé au bout de 0.55 année soit 7 mois environ.

En résumé la variable explicative du modèle, en l'occurrence aide publique au développement (LAPD) a un impact économique mais très faible sur le niveau de pauvreté au Bénin à court et à long terme.

3-3-2- Vérification des hypothèses

Nous pouvons à présent procéder à la validation de nos 2 hypothèses.

H₁ : Les aides publiques au développement influencent positivement le niveau de pauvreté au Bénin.

L'analyse des résultats de l'estimation montrent bien que les aides publiques au développement ont un impact économique sur le niveau de pauvreté au Bénin. L'hypothèse n°1 est donc validée.

H₂ : l'ouverture commerciale à un effet positif sur le niveau de pauvreté au Bénin. Nos résultats ont montré que l'ouverture commerciale a un effet négatif sur le niveau de pauvreté au Bénin. L'hypothèse n°2 n'est pas validée.

3-4- Recommandations de politiques économiques

Cette étude a eu pour principal objectif d'étudier l'impact de l'APD sur la pauvreté au Bénin. Pour ce fait, nous avons utilisé le modèle à correction d'erreur (MCE). A partir des analyses qui précèdent, il est alors possible de dégager quelques implications en termes de politiques économiques.

Les aides en général ont pour desseins d'atteindre des objectifs légitimes comme le développement des infrastructures, la croissance, la réduction de la pauvreté. Pour que l'aide

soit efficace, il convient la mise au point de certaines dispositions afin que les organismes d'aide au développement collaborent étroitement avec les pouvoirs publics, le secteur privé et la société civile.

A cet effet pour tirer pleinement profit des effets et externalités positifs de l'APD, nous recommandons les mesures suivantes :

- Renforcer la capacité (les matérielles, formations des cadres, encouragement pécuniaires) de toutes institutions intervenant dans le processus d'acquisition de l'APD, afin d'assurer des conditions de travail pour des résultats probants ;
- Renforcer la lutte contre la corruption pour permettre que l'aide atteigne aux réels bénéficiaires et aussi donner une confiance aux différents partenaires techniques et financiers auprès de qui l'aide est collectée ;
- Œuvrer à élargir l'horizon des partenaires techniques et financiers afin d'augmenter le volume d'aide dans de meilleures conditions ;
- Associer de plus en plus la société civile béninoise dans les instances décisionnelles sur l'APD pour une bonne circulation de l'information et une bonne appropriation des différentes politiques en matière de développement en général.
- Améliorer l'administration pour une gouvernance au service du développement (réforme de la fonction publique, promotion d'une culture de transparence au niveau de tous les acteurs de développement, assainissement du secteur judiciaire).
- Inciter par les moyens de la sensibilisation et de la formation, les parlementaires à voter à bonne date les lois de règlements et les lois de finance en vue d'améliorer la gestion des finances publiques.
- Repérer sur place des partenaires fiables, représentatifs et responsables pour conduire les programmes de réforme, les organismes d'aide au développement pouvant s'attacher à soutenir leurs efforts et à agir comme des vecteurs de changement.
- Mettre en œuvre une politique nationale de l'aide au développement.
- Mettre en place un système planification-programmation afin de rendre visible les statistiques de l'efficacité de l'aide.

Ces recommandations pourraient répondre en partie aux deux préoccupations dont soulève l'APD en général: celle des canaux de transmission et celle de la qualité des institutions.

Conclusion

Depuis les indépendances, le Bénin a bénéficié d'énormes appuis financiers de l'extérieur sous forme d'aide publique au développement, en vue d'amorcer une croissance économique et donc d'assurer le bien-être sa population. En dépit de ces appuis financiers importants, la pauvreté continue de s'aggraver d'année en année. Fort de ce constat, il était question dans cette étude de s'intéresser à la corrélation qui existe entre l'APD et la lutte contre la Pauvreté. Pour cela il a fallu apprécier le rapport ou l'action de l'APD sur le niveau de pauvreté qui est un indicateur qui permet d'apprécier l'état de la pauvreté (proportions des pauvres). Par le modèle économétrique on est parvenu à établir une relation entre l'aide publique au développement et le niveau de pauvreté. En effet, les différentes démarches entreprises dans ce travail ont permis d'affirmer que l'Aide publique au développement affecte négativement et significativement le niveau de pauvreté. De ce fait, l'APD contribue à la lutte contre la pauvreté au Bénin. C'est dire que l'APD peut être utilisée comme un moyen pour relever le niveau de bien-être de la population béninoise.

BIBLIOGRAPHIE

1. AKPO Pasteur E et al, (2006), *Gouvernance et efficacité des politiques de financement du développement*
2. CAPO Amah Vinyo (2004), *TOGO : Aide extérieure, dette publique et croissance économique*
3. DOUCOURE Fodiyé Bakary (2008), *Méthodes économétriques + programme cours applications de logiciels : EVIEWS, STATA et SPSS*
4. GNAMOY Gnamoy Elisée Borid Barnard, *La politique budgétaire et la lutte contre la pauvreté en Côte d'Ivoire*, Université d'Abomey Calavi
5. GUEYE Fatou (2007), *L'aide publique au développement (APD) : Cas du Sénégal*
6. JACKY Amprou et LISA Chauvet (2004), *Efficacité et allocation de l'aide : revue des débats*, Agence Française de Développement
7. MOHA Moussa (2006), *L'impact de l'aide publique au développement sur la croissance économique au Bénin*
8. Alesina A., D. Dollar (2000). "Who gives foreign aid to whom and why?" *Journal of Economic Growth* n°5, pp 33-63.
9. Collier.P. and J. Dehn (2001). "Aid, shocks and growth", *World Bank Working Paper* 2688, The World Bank, Washington, DC.
10. Collier.P. and A. Hoeffler (2002). "Aid, Policy, and Growth in Post-Conflict Societies" *Policy Research Working Paper* n°2902, Washington, World Bank.
11. OCDE, *Evaluation nationale de la mise en œuvre de la déclaration de Paris sur l'efficacité de l'aide au développement, phase 2, au Bénin, décembre 2010*,
<http://www.oecd.org/countries/benin/47674543.pdf> p30
12. Komon J.P.(2005), "Aide publique, Etat moderne et Développement en Afrique." Université de Dschang.
13. Mkeho .Y, *L'Econometrie avec Eviews/ Support pedagogique*
14. Radelet S. (2004), "Aid Effectiveness and the Millennium Development Goals," *Center for Global Development Working Paper* n°39 (April)
15. Igue charlemagne (2006), *Aide Publique au Développement, Dépenses Sociales et Croissance Pro-pauvre au Bénin*.

ANNEXE

Annexe 1 : Test de stationnarité des variables

A- Test de stationnarité de la variable LAPD

En niveau

Nul Hypothesis: LAPD has a unit root
 Exogenous: Constant, Linear Trend
 Lag Length: 0 (Automatic - based on SIC, maxlag=7)

	t-Statistic	Prob.*
Augmented Dickey-Fuller test statistic	-2.129281	0.5102
Test critical values:		
1% level	-4.284580	
5% level	-3.562882	
10% level	-3.215267	

*MacKinnon (1996) one-sided p-values.

Augmented Dickey-Fuller Test Equation
 Dependent Variable: D(LAPD)
 Method: Least Squares
 Date: 09/01/16 Time: 22:08
 Sample (adjusted): 1984 2014
 Included observations: 31 after adjustments

Variable	Coefficient	Std. Error	t-Statistic	Prob.
LAPD(-1)	-0.259682	0.121958	-2.129281	0.0422
C	4.908607	2.255384	2.176395	0.0381
@TREND(1983)	0.012505	0.008050	1.553350	0.1316
R-squared	0.155361	Mean dependent var		0.063092
Adjusted R-squared	0.095030	S.D. dependent var		0.188466
S.E. of regression	0.179288	Akaike info criterion		-0.507886
Sum squared resid	0.900033	Schwarz criterion		-0.369113
Log likelihood	10.87223	Hannan-Quinn criter.		-0.462649
F-statistic	2.575132	Durbin-Watson stat		1.870551
Prob(F-statistic)	0.094058			

En différence première

Null Hypothesis: D(LAPD) has a unit root
 Exogenous: Constant, Linear Trend
 Lag Length: 0 (Automatic - based on SIC, maxlag=7)

	t-Statistic	Prob.*
Augmented Dickey-Fuller test statistic	-5.722370	0.0003
Test critical values:		
1% level	-4.296729	
5% level	-3.568379	
10% level	-3.218382	

*MacKinnon (1996) one-sided p-values.

Augmented Dickey-Fuller Test Equation
 Dependent Variable: D(LAPD,2)
 Method: Least Squares

Date: 09/01/16 Time: 22:09
 Sample (adjusted): 1985 2014
 Included observations: 30 after adjustments

Variable	Coefficient	Std. Error	t-Statistic	Prob.
D(LAPD(-1))	-1.073930	0.187672	-5.722370	0.0000
C	0.149605	0.077284	1.935776	0.0634
@TREND(1983)	-0.004559	0.004037	-1.129353	0.2687
R-squared	0.550712	Mean dependent var		0.000983
Adjusted R-squared	0.517432	S.D. dependent var		0.274269
S.E. of regression	0.190527	Akaike info criterion		-0.383405
Sum squared resid	0.980116	Schwarz criterion		-0.243285
Log likelihood	8.751074	Hannan-Quinn criter.		-0.338579
F-statistic	16.54756	Durbin-Watson stat		1.975767
Prob(F-statistic)	0.000020			

B- test de stationnarité de la variable LINV

- En niveau

Null Hypothesis: LINV has a unit root
 Exogenous: Constant, Linear Trend
 Lag Length: 0 (Automatic - based on SIC, maxlag=7)

	t-Statistic	Prob.*
Augmented Dickey-Fuller test statistic	-6.416732	0.0000
Test critical values:		
1% level	-4.284580	
5% level	-3.562882	
10% level	-3.215267	

*MacKinnon (1996) one-sided p-values.

Augmented Dickey-Fuller Test Equation
 Dependent Variable: D(LINV)
 Method: Least Squares
 Date: 10/19/16 Time: 15:52
 Sample (adjusted): 1984 2014
 Included observations: 31 after adjustments

Variable	Coefficient	Std. Error	t-Statistic	Prob.
LINV(-1)	-1.051580	0.163881	-6.416732	0.0000
C	19.48327	3.030688	6.428663	0.0000
@TREND(1983)	0.104623	0.016178	6.466789	0.0000
R-squared	0.599674	Mean dependent var		0.082356
Adjusted R-squared	0.571079	S.D. dependent var		0.232426
S.E. of regression	0.152221	Akaike info criterion		-0.835203
Sum squared resid	0.648793	Schwarz criterion		-0.696430
Log likelihood	15.94564	Hannan-Quinn criter.		-0.789966
F-statistic	20.97146	Durbin-Watson stat		2.154878
Prob(F-statistic)	0.000003			

C- Test de stationnarité de la variable LINST

- En niveau

Null Hypothesis: LINST has a unit root
 Exogenous: Constant, Linear Trend
 Lag Length: 0 (Automatic - based on SIC, maxlag=7)

	t-Statistic	Prob.*
Augmented Dickey-Fuller test statistic	-1.726077	0.7153
Test critical values:		
1% level	-4.284580	
5% level	-3.562882	
10% level	-3.215267	

*MacKinnon (1996) one-sided p-values.

Augmented Dickey-Fuller Test Equation
 Dependent Variable: D(LINST)
 Method: Least Squares
 Date: 09/01/16 Time: 22:11
 Sample (adjusted): 1984 2014
 Included observations: 31 after adjustments

Variable	Coefficient	Std. Error	t-Statistic	Prob.
LINST(-1)	-0.250800	0.145301	-1.726077	0.0954
C	0.771361	0.434697	1.774481	0.0869
@TREND(1983)	0.007381	0.004035	1.829216	0.0780
R-squared	0.106798	Mean dependent var		0.034215
Adjusted R-squared	0.042997	S.D. dependent var		0.063585
S.E. of regression	0.062203	Akaike info criterion		-2.625047
Sum squared resid	0.108340	Schwarz criterion		-2.486274
Log likelihood	43.68822	Hannan-Quinn criter.		-2.579810
F-statistic	1.673939	Durbin-Watson stat		1.855392
Prob(F-statistic)	0.205730			

- En différence première

-

Null Hypothesis: D(LINST) has a unit root
 Exogenous: Constant, Linear Trend
 Lag Length: 0 (Automatic - based on SIC, maxlag=7)

	t-Statistic	Prob.*
Augmented Dickey-Fuller test statistic	-5.609122	0.0004
Test critical values:		
1% level	-4.296729	
5% level	-3.568379	
10% level	-3.218382	

*MacKinnon (1996) one-sided p-values.

Augmented Dickey-Fuller Test Equation
 Dependent Variable: D(LINST,2)
 Method: Least Squares
 Date: 09/01/16 Time: 22:12
 Sample (adjusted): 1985 2014
 Included observations: 30 after adjustments

Variable	Coefficient	Std. Error	t-Statistic	Prob.
D(LINST(-1))	-1.078920	0.192351	-5.609122	0.0000
C	0.021680	0.026468	0.819114	0.4199
@TREND(1983)	0.000909	0.001404	0.647555	0.5227
R-squared	0.538523	Mean dependent var		0.001176
Adjusted R-squared	0.504339	S.D. dependent var		0.094241
S.E. of regression	0.066348	Akaike info criterion		-2.493157
Sum squared resid	0.118857	Schwarz criterion		-2.353038
Log likelihood	40.39736	Hannan-Quinn criter.		-2.448332
F-statistic	15.75388	Durbin-Watson stat		2.018899
Prob(F-statistic)	0.000029			

D- Test de stationnarité de la variable LPIBR

En niveau

Null Hypothesis: LPIBR has a unit root
 Exogenous: Constant, Linear Trend
 Lag Length: 0 (Automatic - based on SIC, maxlag=7)

	t-Statistic	Prob.*
Augmented Dickey-Fuller test statistic	-2.874343	0.1839
Test critical values:		
1% level	-4.284580	
5% level	-3.562882	
10% level	-3.215267	

*MacKinnon (1996) one-sided p-values.

Augmented Dickey-Fuller Test Equation
 Dependent Variable: D(LPIBR)
 Method: Least Squares
 Date: 09/01/16 Time: 22:12
 Sample (adjusted): 1984 2014
 Included observations: 31 after adjustments

Variable	Coefficient	Std. Error	t-Statistic	Prob.
LPIBR(-1)	-0.450598	0.156765	-2.874343	0.0076
C	2.476049	0.856261	2.891700	0.0073
@TREND(1983)	0.018954	0.006634	2.857086	0.0080
R-squared	0.233431	Mean dependent var		0.038870
Adjusted R-squared	0.178676	S.D. dependent var		0.136916
S.E. of regression	0.124083	Akaike info criterion		-1.243973
Sum squared resid	0.431102	Schwarz criterion		-1.105200
Log likelihood	22.28159	Hannan-Quinn criter.		-1.198737
F-statistic	4.263201	Durbin-Watson stat		2.271145
Prob(F-statistic)	0.024194			

- En différence première
-

Null Hypothesis: D(LPIBR) has a unit root
 Exogenous: Constant, Linear Trend

Lag Length: 0 (Automatic - based on SIC, maxlag=7)

	t-Statistic	Prob.*
Augmented Dickey-Fuller test statistic	-8.277723	0.0000
Test critical values:		
1% level	-4.296729	
5% level	-3.568379	
10% level	-3.218382	

*MacKinnon (1996) one-sided p-values.

Augmented Dickey-Fuller Test Equation

Dependent Variable: D(LPIBR,2)

Method: Least Squares

Date: 09/01/16 Time: 22:12

Sample (adjusted): 1985 2014

Included observations: 30 after adjustments

Variable	Coefficient	Std. Error	t-Statistic	Prob.
D(LPIBR(-1))	-1.427635	0.172467	-8.277723	0.0000
C	0.037679	0.050645	0.743977	0.4633
@TREND(1983)	0.001313	0.002728	0.481454	0.6341
R-squared	0.717635	Mean dependent var		0.003114
Adjusted R-squared	0.696719	S.D. dependent var		0.233713
S.E. of regression	0.128708	Akaike info criterion		-1.167903
Sum squared resid	0.447274	Schwarz criterion		-1.027783
Log likelihood	20.51855	Hannan-Quinn criter.		-1.123078
F-statistic	34.31038	Durbin-Watson stat		2.234082
Prob(F-statistic)	0.000000			

E- Test de stationnarité de la variable LNPA En niveau

Null Hypothesis: LNPA has a unit root

Exogenous: Constant, Linear Trend

Lag Length: 0 (Automatic - based on SIC, maxlag=7)

	t-Statistic	Prob.*
Augmented Dickey-Fuller test statistic	-3.611793	0.0451
Test critical values:		
1% level	-4.284580	
5% level	-3.562882	
10% level	-3.215267	

*MacKinnon (1996) one-sided p-values.

Augmented Dickey-Fuller Test Equation

Dependent Variable: D(LNPA)

Method: Least Squares

Date: 10/10/16 Time: 11:28

Sample (adjusted): 1984 2014

Included observations: 31 after adjustments

Variable	Coefficient	Std. Error	t-Statistic	Prob.
----------	-------------	------------	-------------	-------

LNPA(-1)	-0.669490	0.185362	-3.611793	0.0012
C	2.439854	0.672515	3.627954	0.0011
@TREND(1983)	0.007278	0.002015	3.612078	0.0012
R-squared	0.319034	Mean dependent var		0.010878
Adjusted R-squared	0.270393	S.D. dependent var		0.000125
S.E. of regression	0.000107	Akaike info criterion		-15.35923
Sum squared resid	3.19E-07	Schwarz criterion		-15.22045
Log likelihood	241.0680	Hannan-Quinn criter.		-15.31399
F-statistic	6.559020	Durbin-Watson stat		1.909784
Prob(F-statistic)	0.004611			

F- Test de stationnarité de la variable LOUV
En niveau

Null Hypothesis: LOUV has a unit root
Exogenous: Constant, Linear Trend
Lag Length: 0 (Automatic - based on SIC, maxlag=7)

	t-Statistic	Prob.*
Augmented Dickey-Fuller test statistic	-3.365878	0.0746
Test critical values:		
1% level	-4.284580	
5% level	-3.562882	
10% level	-3.215267	

*MacKinnon (1996) one-sided p-values.

Augmented Dickey-Fuller Test Equation
Dependent Variable: D(LOUV)
Method: Least Squares
Date: 10/19/16 Time: 15:45
Sample (adjusted): 1984 2014
Included observations: 31 after adjustments

Variable	Coefficient	Std. Error	t-Statistic	Prob.
LOUV(-1)	-0.563612	0.167449	-3.365878	0.0022
C	8.101176	2.391621	3.387316	0.0021
@TREND(1983)	0.018967	0.006748	2.810659	0.0089
R-squared	0.289236	Mean dependent var		0.040373
Adjusted R-squared	0.238467	S.D. dependent var		0.188417
S.E. of regression	0.164424	Akaike info criterion		-0.680974
Sum squared resid	0.756985	Schwarz criterion		-0.542201
Log likelihood	13.55510	Hannan-Quinn criter.		-0.635737
F-statistic	5.697107	Durbin-Watson stat		1.776394
Prob(F-statistic)	0.008398			

En différence première

Null Hypothesis: D(LOUV) has a unit root
Exogenous: Constant, Linear Trend
Lag Length: 0 (Automatic - based on SIC, maxlag=7)

	t-Statistic	Prob.*
--	-------------	--------

Augmented Dickey-Fuller test statistic		-5.984312	0.0002
Test critical values:	1% level	-4.296729	
	5% level	-3.568379	
	10% level	-3.218382	

*MacKinnon (1996) one-sided p-values.

Augmented Dickey-Fuller Test Equation
 Dependent Variable: D(LOUV,2)
 Method: Least Squares
 Date: 10/19/16 Time: 15:46
 Sample (adjusted): 1985 2014
 Included observations: 30 after adjustments

Variable	Coefficient	Std. Error	t-Statistic	Prob.
D(LOUV(-1))	-1.134383	0.189559	-5.984312	0.0000
C	0.032459	0.076285	0.425495	0.6738
@TREND(1983)	0.000456	0.004072	0.111929	0.9117
R-squared	0.570166	Mean dependent var		-0.012060
Adjusted R-squared	0.538326	S.D. dependent var		0.284069
S.E. of regression	0.193015	Akaike info criterion		-0.357457
Sum squared resid	1.005880	Schwarz criterion		-0.217337
Log likelihood	8.361857	Hannan-Quinn criter.		-0.312632
F-statistic	17.90744	Durbin-Watson stat		2.121966
Prob(F-statistic)	0.000011			

G- Test de stationnarité de la variable LMASS

En niveau

Null Hypothesis: LMASS has a unit root
 Exogenous: Constant, Linear Trend
 Lag Length: 0 (Automatic - based on SIC, maxlag=7)

	t-Statistic	Prob.*
Augmented Dickey-Fuller test statistic	-2.818069	0.2018
Test critical values:	1% level	-4.284580
	5% level	-3.562882
	10% level	-3.215267

*MacKinnon (1996) one-sided p-values.

Augmented Dickey-Fuller Test Equation
 Dependent Variable: D(LMASS)
 Method: Least Squares
 Date: 10/19/16 Time: 15:44
 Sample (adjusted): 1984 2014
 Included observations: 31 after adjustments

Variable	Coefficient	Std. Error	t-Statistic	Prob.
LMASS(-1)	-0.372500	0.132183	-2.818069	0.0088
C	9.337379	3.293822	2.834816	0.0084
@TREND(1983)	0.040821	0.013718	2.975684	0.0060

R-squared	0.252471	Mean dependent var	0.098001
Adjusted R-squared	0.199076	S.D. dependent var	0.119171
S.E. of regression	0.106651	Akaike info criterion	-1.546735
Sum squared resid	0.318487	Schwarz criterion	-1.407962
Log likelihood	26.97440	Hannan-Quinn criter.	-1.501499
F-statistic	4.728360	Durbin-Watson stat	1.947070
Prob(F-statistic)	0.017014		

En différence première

Null Hypothesis: D(LMASS) has a unit root
 Exogenous: Constant, Linear Trend
 Lag Length: 0 (Automatic - based on SIC, maxlag=7)

	t-Statistic	Prob.*
Augmented Dickey-Fuller test statistic	-5.799790	0.0003
Test critical values:		
1% level	-4.296729	
5% level	-3.568379	
10% level	-3.218382	

*MacKinnon (1996) one-sided p-values.

Augmented Dickey-Fuller Test Equation
 Dependent Variable: D(LMASS,2)
 Method: Least Squares
 Date: 10/19/16 Time: 15:44
 Sample (adjusted): 1985 2014
 Included observations: 30 after adjustments

Variable	Coefficient	Std. Error	t-Statistic	Prob.
D(LMASS(-1))	-1.100831	0.189805	-5.799790	0.0000
C	0.049223	0.048793	1.008794	0.3220
@TREND(1983)	0.003454	0.002599	1.328932	0.1950

R-squared	0.555373	Mean dependent var	0.000774
Adjusted R-squared	0.522438	S.D. dependent var	0.175436
S.E. of regression	0.121237	Akaike info criterion	-1.287506
Sum squared resid	0.396854	Schwarz criterion	-1.147386
Log likelihood	22.31259	Hannan-Quinn criter.	-1.242680
F-statistic	16.86256	Durbin-Watson stat	1.951176
Prob(F-statistic)	0.000018		

Annexe n°2 : Critère d'Akaike, de Hannan- Quinn, et de Schwarz

VAR Lag Order Selection Criteria
 Endogenous variables: LNPA LINV LOUV LPIB LAPD LMASS LINST
 Exogenous variables: C
 Date: 10/19/16 Time: 15:54
 Sample: 1983 2014
 Included observations: 30

Lag	LogL	LR	FPE	AIC	SC	HQ
0	161.8300	NA	7.76e-14	-10.32200	-9.995055	-10.21741

1	424.6344	385.4464*	5.49e-20	-24.57563	-21.96006*	-23.73888
2	485.9259	61.29151	4.40e-20*	-25.39506*	-20.49087	-23.82617*

* indicates lag order selected by the criterion
 LR: sequential modified LR test statistic (each test at 5% level)
 FPE: Final prediction error
 AIC: Akaike information criterion
 SC: Schwarz information criterion
 HQ: Hannan-Quinn information criterion

ANNEXE N°3 : TEST DE COINTEGRATION

Date: 10/19/16 Time: 16:04
 Sample (adjusted): 1985 2014
 Included observations: 30 after adjustments
 Trend assumption: Linear deterministic trend
 Series: LNPA LINV LINST LAPD LMASS LOUV LPIB
 Lags interval (in first differences): 1 to 2

Unrestricted Cointegration Rank Test (Trace)

Hypothesized No. of CE(s)	Eigenvalue	Trace Statistic	0.05 Critical Value	Prob.**
None *	0.877204	159.8195	125.6154	0.0001
At most 1	0.712413	96.90251	95.75366	0.1416
At most 2	0.573530	59.51565	69.81889	0.2505
At most 3	0.368570	33.94926	47.85613	0.5046
At most 4	0.335899	20.15619	29.79707	0.4123
At most 5	0.210847	7.876558	15.49471	0.4787
At most 6	0.025428	0.772717	3.841466	0.3794

Trace test indicates 1 cointegrating eqn(s) at the 0.05 level
 * denotes rejection of the hypothesis at the 0.05 level
 **MacKinnon-Haug-Michelis (1999) p-values

Unrestricted Cointegration Rank Test (Maximum Eigenvalue)

Hypothesized No. of CE(s)	Eigenvalue	Max-Eigen Statistic	0.05 Critical Value	Prob.**
None *	0.877204	62.91697	46.23142	0.0004
At most 1	0.712413	37.38686	40.07757	0.0975
At most 2	0.573530	25.56640	33.87687	0.3478
At most 3	0.368570	13.79307	27.58434	0.8366
At most 4	0.335899	12.27963	21.13162	0.5203
At most 5	0.210847	7.103841	14.26460	0.4770
At most 6	0.025428	0.772717	3.841466	0.3794

Max-eigenvalue test indicates 1 cointegrating eqn(s) at the 0.05 level
 * denotes rejection of the hypothesis at the 0.05 level
 **MacKinnon-Haug-Michelis (1999) p-values

Unrestricted Cointegrating Coefficients (normalized by b'*S11*b=I):

	LNPA	LINV	LINST	LAPD	LMASS	LOUV	LPIB
	-98.99781	7.463725	-8.561450	0.919211	6.060957	-3.087532	-0.197150
	72.92033	-6.805633	-23.42227	-2.022582	5.003446	-2.651702	5.512809
	-68.33536	-0.191620	2.078004	4.388020	7.372830	-0.876358	-6.119220
	-0.304551	6.007767	-24.75429	0.993782	0.484080	4.114128	-2.097516
	23.35761	-1.828131	27.19012	2.772570	-5.025390	-6.897923	-4.631041

AIDE PUBLIQUE AU DEVELOPPEMENT ET REDUCTION DE LA PAUVRETE AU BENIN

24.45639	2.850493	-17.90403	-3.330823	2.557990	1.126315	-3.234383
11.46847	1.902065	-6.082494	1.765331	-0.538101	-0.790726	-6.283509

Unrestricted Adjustment Coefficients (alpha):

D(LNPA)	2.28E-05	-2.16E-05	1.19E-05	1.70E-05	1.00E-05	-1.35E-05	-1.2
D(LINV)	-0.121996	0.065871	0.018291	-0.023112	-0.003433	0.015601	-0.0
D(LINST)	0.005032	0.015304	0.007729	0.006410	-0.007317	0.002848	-0.0
D(LAPD)	0.012997	-0.011445	-0.082596	-0.035921	-0.025131	0.029224	-0.0
D(LMASS)	-0.030201	0.003731	-0.055734	0.042448	0.012891	-0.009159	-0.0
D(LOUV)	0.077078	0.098023	-0.035535	-0.002554	0.006597	-0.015748	0.0
D(LPIB)	-0.038394	0.003962	0.031396	-0.017621	0.022629	0.027673	-0.0

1 Cointegrating Equation(s): Log likelihood 437.4746

Normalized cointegrating coefficients (standard error in parentheses)

LNPA	LINV	LINST	LAPD	LMASS	LOUV	LPIB
1.000000	-0.075393 (0.00772)	0.086481 (0.03955)	-0.009285 (0.00477)	-0.061223 (0.00896)	0.031188 (0.00754)	0.001991 (0.00932)

Adjustment coefficients (standard error in parentheses)

D(LNPA)	-0.002255 (0.00209)
D(LINV)	12.07733 (2.81870)
D(LINST)	-0.498121 (0.59642)
D(LAPD)	-1.286660 (3.40880)
D(LMASS)	2.989826 (2.30308)
D(LOUV)	-7.630581 (2.98313)
D(LPIB)	3.800893 (2.04129)

2 Cointegrating Equation(s): Log likelihood 456.1681

Normalized cointegrating coefficients (standard error in parentheses)

LNPA	LINV	LINST	LAPD	LMASS	LOUV	LPIB
1.000000	0.000000	1.800075 (0.38231)	0.068272 (0.05035)	-0.606964 (0.09725)	0.315126 (0.07540)	-0.307404 (0.09807)
0.000000	1.000000	22.72887 (4.86976)	1.028702 (0.64136)	-7.238632 (1.23880)	3.766112 (0.96044)	-4.103781 (1.24918)

Adjustment coefficients (standard error in parentheses)

D(LNPA)	-0.003833 (0.00253)	0.000317 (0.00021)
D(LINV)	16.88068 (3.02193)	-1.358839 (0.24825)
D(LINST)	0.617854 (0.61653)	-0.066599 (0.05065)
D(LAPD)	-2.121205 (4.22258)	0.174893 (0.34688)
D(LMASS)	3.261922 (2.85866)	-0.250806 (0.23484)
D(LOUV)	-0.482718 (2.60963)	-0.091817 (0.21438)
D(LPIB)	4.089772	-0.313521

(2.53305) (0.20809)

3 Cointegrating Equation(s): Log likelihood 468.9513

Normalized cointegrating coefficients (standard error in parentheses)

LNPA	LINV	LINST	LAPD	LMASS	LOUV	LPIB
1.000000	0.000000	0.000000	-0.060370 (0.01346)	-0.113407 (0.01064)	0.017813 (0.02024)	0.080754 (0.02631)
0.000000	1.000000	0.000000	-0.595603 (0.17671)	-1.006670 (0.13976)	0.012057 (0.26583)	0.797345 (0.34547)
0.000000	0.000000	1.000000	0.071464 (0.02654)	-0.274187 (0.02099)	0.165167 (0.03992)	-0.215634 (0.05188)

Adjustment coefficients (standard error in parentheses)

D(LNPA)	-0.004646 (0.00287)	0.000315 (0.00021)	0.000337 (0.00051)
D(LINV)	15.63077 (3.41139)	-1.362344 (0.24500)	-0.460383 (0.60687)
D(LINST)	0.089702 (0.66425)	-0.068080 (0.04770)	-0.385473 (0.11817)
D(LAPD)	3.523015 (4.11210)	0.190720 (0.29532)	-0.014848 (0.73153)
D(LMASS)	7.070518 (2.78733)	-0.240126 (0.20018)	0.055350 (0.49585)
D(LOUV)	1.945608 (2.77919)	-0.085008 (0.19959)	-3.029664 (0.49441)
D(LPIB)	1.944288 (2.73302)	-0.319537 (0.19628)	0.301159 (0.48619)

4 Cointegrating Equation(s): Log likelihood 475.8478

Normalized cointegrating coefficients (standard error in parentheses)

LNPA	LINV	LINST	LAPD	LMASS	LOUV	LPIB
1.000000	0.000000	0.000000	0.000000	-0.116175 (0.01228)	0.095494 (0.02304)	-0.035743 (0.02214)
0.000000	1.000000	0.000000	0.000000	-1.033981 (0.12878)	0.778448 (0.24171)	-0.352006 (0.23224)
0.000000	0.000000	1.000000	0.000000	-0.270910 (0.02063)	0.073210 (0.03871)	-0.077728 (0.03720)
0.000000	0.000000	0.000000	1.000000	-0.045855 (0.24766)	1.286746 (0.46481)	-1.929725 (0.44660)

Adjustment coefficients (standard error in parentheses)

D(LNPA)	-0.004651 (0.00282)	0.000417 (0.00024)	-8.48E-05 (0.00071)	0.000134 (0.00010)
D(LINV)	15.63781 (3.33681)	-1.501198 (0.27881)	0.111749 (0.83496)	-0.188078 (0.11903)
D(LINST)	0.087750 (0.63444)	-0.029568 (0.05301)	-0.544158 (0.15875)	0.013956 (0.02263)
D(LAPD)	3.533954 (3.96152)	-0.025085 (0.33101)	0.874352 (0.99128)	-0.363036 (0.14131)
D(LMASS)	7.057590 (2.46403)	0.014891 (0.20589)	-0.995418 (0.61657)	-0.237686 (0.08789)
D(LOUV)	1.946386 (2.77809)	-0.100351 (0.23213)	-2.966442 (0.69516)	-0.285876 (0.09910)
D(LPIB)	1.949655 (2.67897)	-0.425398 (0.22385)	0.737347 (0.67035)	0.076952 (0.09556)

5 Cointegrating Equation(s): Log likelihood 481.9876

Normalized cointegrating coefficients (standard error in parentheses)

LNPA	LINV	LINST	LAPD	LMASS	LOUV	LPIB
1.000000	0.000000	0.000000	0.000000	0.000000	-0.372699 (0.06824)	0.071003 (0.06012)
0.000000	1.000000	0.000000	0.000000	0.000000	-3.388563 (0.62123)	0.598060 (0.54729)
0.000000	0.000000	1.000000	0.000000	0.000000	-1.018575 (0.16359)	0.171196 (0.14412)
0.000000	0.000000	0.000000	1.000000	0.000000	1.101947 (0.33660)	-1.887591 (0.29654)
0.000000	0.000000	0.000000	0.000000	1.000000	-4.030064 (0.61160)	0.918843 (0.53880)

Adjustment coefficients (standard error in parentheses)

D(LNPA)	-0.004418 (0.00284)	0.000399 (0.00024)	0.000187 (0.00089)	0.000162 (0.00011)	7.54E-05 (0.00024)	
D(LINV)	15.55763 (3.38081)	-1.494923 (0.28203)	0.018414 (1.05454)	-0.197596 (0.13592)	-0.268912 (0.28215)	
D(LINST)	-0.083152 (0.60147)	-0.016192 (0.05017)	-0.743101 (0.18761)	-0.006330 (0.02418)	0.203925 (0.05020)	
D(LAPD)	2.946964 (3.93889)	0.020857 (0.32858)	0.191048 (1.22861)	-0.432712 (0.15836)	-0.478552 (0.32872)	
D(LMASS)	7.358698 (2.46535)	-0.008676 (0.20566)	-0.644903 (0.76899)	-0.201944 (0.09912)	-0.619528 (0.20575)	
D(LOUV)	2.100469 (2.80863)	-0.112411 (0.23429)	-2.787077 (0.87607)	-0.267587 (0.11292)	0.661237 (0.23440)	
D(LPIB)	2.478221 (2.62277)	-0.466768 (0.21879)	1.352640 (0.81809)	0.139694 (0.10544)	-0.103652 (0.21888)	

6 Cointegrating Equation(s): Log likelihood 485.5395

Normalized cointegrating coefficients (standard error in parentheses)

LNPA	LINV	LINST	LAPD	LMASS	LOUV	LPIB
1.000000	0.000000	0.000000	0.000000	0.000000	0.000000	-0.220814 (0.03273)
0.000000	1.000000	0.000000	0.000000	0.000000	0.000000	-2.055129 (0.29359)
0.000000	0.000000	1.000000	0.000000	0.000000	0.000000	-0.626331 (0.09023)
0.000000	0.000000	0.000000	1.000000	0.000000	0.000000	-1.024784 (0.18862)
0.000000	0.000000	0.000000	0.000000	1.000000	0.000000	-2.236632 (0.34721)
0.000000	0.000000	0.000000	0.000000	0.000000	1.000000	-0.782984 (0.11720)

Adjustment coefficients (standard error in parentheses)

D(LNPA)	-0.004748 (0.00285)	0.000361 (0.00024)	0.000429 (0.00095)	0.000207 (0.00013)	4.09E-05 (0.00024)	-3.75E-05 (0.00018)
D(LINV)	15.93917 (3.39463)	-1.450452 (0.28700)	-0.260906 (1.12499)	-0.249560 (0.15557)	-0.229005 (0.28560)	0.132129 (0.21390)
D(LINST)	-0.013503 (0.60360)	-0.008074 (0.05103)	-0.794090 (0.20003)	-0.015816 (0.02766)	0.211210 (0.05078)	0.017161 (0.03803)
D(LAPD)	3.661681 (3.88844)	0.104160 (0.32875)	-0.332181 (1.28864)	-0.530052 (0.17820)	-0.403797 (0.32715)	0.121084 (0.24502)
D(LMASS)	7.134695 (2.48457)	-0.034785 (0.21006)	-0.480915 (0.82339)	-0.171436 (0.11386)	-0.642958 (0.20903)	0.207592 (0.15656)
D(LOUV)	1.715322 (2.80593)	-0.157301 (0.23723)	-2.505118 (0.92989)	-0.215132 (0.12859)	0.620953 (0.23607)	-0.540516 (0.17681)
D(LPIB)	3.155000	-0.387886	0.857183	0.047520	-0.032865	-0.116898

(2.51356) (0.21251) (0.83300) (0.11519) (0.21147) (0.15838)

Annexe n°4 : Estimation du modèle de long terme

A-Estimation du modèle par la méthode des MCO

Dependent Variable: LNPA
 Method: Least Squares
 Date: 10/19/16 Time: 16:00
 Sample: 1983 2014
 Included observations: 32

Variable	Coefficient	Std. Error	t-Statistic	Prob.
LPIB	-0.016734	0.018981	-0.881591	0.0364
LAPD	-0.027883	0.008954	3.113953	0.0046
LMASS	0.045237	0.014475	3.125155	0.0045
LOUV	-0.001511	0.013734	-0.110014	0.9133
LINST	0.073350	0.057876	1.267358	0.0167
LINV	-0.032873	0.013456	2.442989	0.0220
C	1.241611	0.195921	6.337300	0.0000
R-squared	0.990350	Mean dependent var		3.807468
Adjusted R-squared	0.988034	S.D. dependent var		0.101976
S.E. of regression	0.011155	Akaike info criterion		-5.963200
Sum squared resid	0.003111	Schwarz criterion		-5.642570
Log likelihood	102.4112	Hannan-Quinn criter.		-5.856920
F-statistic	427.6100	Durbin-Watson stat		1.064531
Prob(F-statistic)	0.000000			

B- TEST DE STATIONNARITE SUR LE RESIDU RECUPERE

Null Hypothesis: D(RESID01) has a unit root
 Exogenous: Constant, Linear Trend
 Lag Length: 0 (Automatic - based on SIC, maxlag=7)

	t-Statistic	Prob.*
Augmented Dickey-Fuller test statistic	-6.177547	0.0001
Test critical values:		
1% level	-4.296729	
5% level	-3.568379	
10% level	-3.218382	

*MacKinnon (1996) one-sided p-values.

Augmented Dickey-Fuller Test Equation
 Dependent Variable: D(RESID01,2)
 Method: Least Squares
 Date: 10/19/16 Time: 16:06
 Sample (adjusted): 1985 2014
 Included observations: 30 after adjustments

Variable	Coefficient	Std. Error	t-Statistic	Prob.
D(RESID01(-1))	-1.143954	0.185179	-6.177547	0.0000
C	0.002325	0.004158	0.559087	0.5807

@TREND(1983)	-0.000126	0.000223	-0.566835	0.5755
R-squared	0.589039	Mean dependent var		-0.000402
Adjusted R-squared	0.558597	S.D. dependent var		0.015572
S.E. of regression	0.010346	Akaike info criterion		-6.209797
Sum squared resid	0.002890	Schwarz criterion		-6.069677
Log likelihood	96.14696	Hannan-Quinn criter.		-6.164972
F-statistic	19.34983	Durbin-Watson stat		2.133388
Prob(F-statistic)	0.000006			

Annexe n°5 : Estimation du modèle de court terme

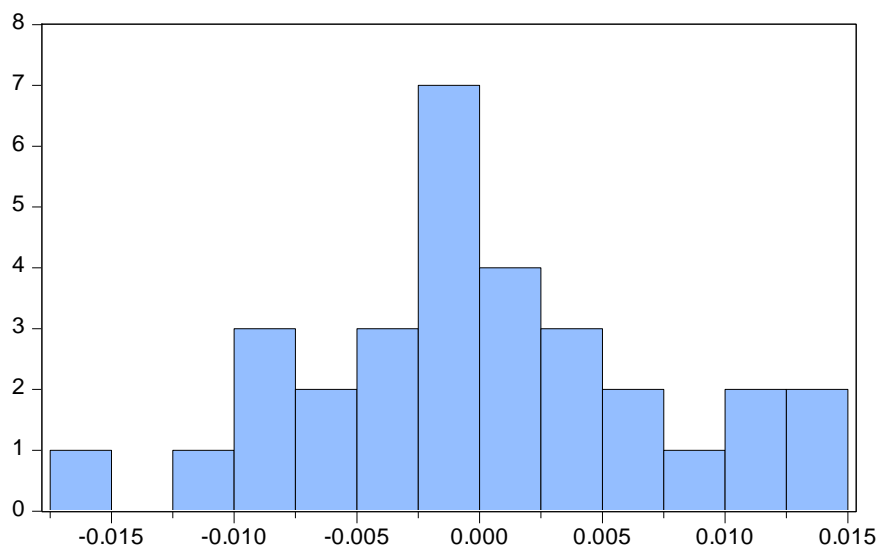
- Estimation du modèle par la méthode des MCO

Dependent Variable: D(LNPA)
 Method: Least Squares
 Date: 10/19/16 Time: 16:18
 Sample (adjusted): 1984 2014
 Included observations: 31 after adjustments

Variable	Coefficient	Std. Error	t-Statistic	Prob.
C	1.576974	0.161507	9.764122	0.0000
D(LPIB)	-0.009054	0.014199	-0.637645	0.5300
D(LAPD)	-0.022646	0.006908	3.278197	0.0033
D(LINST)	0.139746	0.047089	2.967692	0.0069
D(LOUV)	-0.016111	0.010630	-1.515624	0.1432
D(LINV)	0.017811	0.012100	1.471945	0.1546
D(LMASS)	0.044611	0.010739	4.153971	0.0004
RESID01(-1)	-0.553170	0.185510	2.981884	0.0067
R-squared	0.994668	Mean dependent var		3.812905
Adjusted R-squared	0.993045	S.D. dependent var		0.098833
S.E. of regression	0.008242	Akaike info criterion		-6.541429
Sum squared resid	0.001563	Schwarz criterion		-6.171368
Log likelihood	109.3922	Hannan-Quinn criter.		-6.420799
F-statistic	612.9249	Durbin-Watson stat		1.848437
Prob(F-statistic)	0.000000			

ANNEXE N°6 : TEST DE VALIDATION

- Test de normalité



- Test de WHITE

Heteroskedasticity Test: White

F-statistic	0.865556	Prob. F(7,23)	0.5475
Obs*R-squared	6.463622	Prob. Chi-Square(7)	0.4868
Scaled explained SS	3.311598	Prob. Chi-Square(7)	0.8548

Test Equation:

Dependent Variable: RESID^2

Method: Least Squares

Date: 10/20/16 Time: 13:07

Sample: 1984 2014

Included observations: 31

Variable	Coefficient	Std. Error	t-Statistic	Prob.
C	-0.000346	0.000651	-0.531381	0.6002
LPIB^2	1.37E-05	1.09E-05	1.250440	0.2237
LAPD^2	-4.74E-06	2.05E-06	-2.306521	0.0304
LINST^2	-9.13E-05	5.33E-05	-1.711900	0.1004
LOUV^2	2.39E-06	3.10E-06	0.770703	0.4487
LINV^2	1.99E-06	2.19E-06	0.906819	0.3739
LMASS^2	2.45E-06	1.94E-06	1.262714	0.2193
RESID01(-1)^2	-0.153153	0.112264	-1.364223	0.1857

R-squared	0.208504	Mean dependent var	5.04E-05
Adjusted R-squared	-0.032386	S.D. dependent var	6.99E-05
S.E. of regression	7.10E-05	Akaike info criterion	-16.04932
Sum squared resid	1.16E-07	Schwarz criterion	-15.67926
Log likelihood	256.7645	Hannan-Quinn criter.	-15.92869
F-statistic	0.865556	Durbin-Watson stat	2.467210
Prob(F-statistic)	0.547471		

-Test d'autocorrélation des erreurs

Breusch-Godfrey Serial Correlation LM Test:

F-statistic	2.839065	Prob. F(2,23)	0.0791
Obs*R-squared	6.335844	Prob. Chi-Square(2)	0.0421

Test Equation:

Dependent Variable: RESID

Method: Least Squares

Date: 10/19/16 Time: 16:24

Sample: 1983 2014

Included observations: 32

Presample missing value lagged residuals set to zero.

Variable	Coefficient	Std. Error	t-Statistic	Prob.
LPIB	0.006139	0.018136	0.338499	0.7381
LAPD	0.001728	0.008403	0.205602	0.8389
LMASS	0.002330	0.013681	0.170317	0.8663
LOUV	-0.007631	0.013226	-0.576989	0.5696
LINST	0.054471	0.064872	0.839666	0.4097
LINV	-0.019094	0.016702	-1.143224	0.2647
C	0.153112	0.208147	0.735593	0.4694
RESID(-1)	0.558142	0.234484	2.380295	0.0260
RESID(-2)	-0.040722	0.238979	-0.170400	0.8662

R-squared	0.197995	Mean dependent var	-5.55E-17
Adjusted R-squared	-0.080963	S.D. dependent var	0.010018
S.E. of regression	0.010415	Akaike info criterion	-6.058840
Sum squared resid	0.002495	Schwarz criterion	-5.646602
Log likelihood	105.9414	Hannan-Quinn criter.	-5.922195
F-statistic	0.709766	Durbin-Watson stat	1.620705
Prob(F-statistic)	0.680439		

TABLE DES MATIERES

AVERTISSEMENT.....	i
DEDICACES.....	ii
REMERCIEMENTS.....	iv
SIGLES ET ABREVIATIONS.....	v
LISTE DES TABLEAUX.....	vi
LISTE DES GRAPHIQUES.....	vi
RESUME.....	vii
SOMMAIRE.....	viii
INTRODUCTION.....	1
Chapitre I : CADRE THEORIQUE ET METHODOLOGIE.....	3
Section 1 : Problématique, objectifs et hypothèses de l'étude	3
1-1- Problématique	3
1-2- Objectif de l'étude	5
1-3- Hypothèse	5
Section 2 : Revue de la littérature.....	5
2-1- Revue de littérature théorique.....	5
2-2- Revue de littérature empirique.....	9
Section 3 : Méthodologie de recherche.....	13
3-1- Nature et source des données.....	13
3-2- Méthode d'analyse	14
3-3- Spécification du modèle	14
3-4- Description des variables.....	15
3-4-1- Signes attendus.....	16
3-5- Méthode d'estimation du modèle.....	16
Chapitre II : Analyse de l'impact de l'APD sur la pauvreté au Bénin	20
Section 1 : Cadre institutionnel	20
1-1- Présentation de la direction de la programmation et de la prospective	20
1-1-1. Historique et attribution.....	20
1.1.2- Organisation et fonctionnement de la DPP.....	22

1.1.3- Organisation et fonctionnement de la DCAD.....	23
1.2-Déroulement du stage.....	24
Section 2 : Evolution des variables sur la période d'étude.....	24
2-1- Evolution du PIB en dollars US.....	24
2-2- Evolution de l'APD nette reçus en dollars US.....	26
2-3- Evolution de l'investissement	28
2-4- Evolution du niveau d'instruction.....	29
2-5- Evolution de la pauvreté au Bénin.....	30
2-5-1- Les déterminants de la pauvreté.....	30
Section 3 : Présentations des résultats, analyse économétriques et recommandations	31
3-1- Présentation des résultats	31
3-1-1- Synthèse des résultats du test de stationnarité des séries.....	31
3-1-2- Détermination du nombre optimal de retards.....	32
3-1-3- Résultats du test de cointégration de Johansen.....	33
3-1-4- Estimation du modèle à correction d'erreur.....	33
3-2- Test de validation du modèle a correction d'erreur	34
3-2-1- Test de normalité des erreurs.....	34
3-2-2- Test d'hétéroscédasticité des erreurs.....	34
3-2-3- Test d'autocorrélation des erreurs.....	35
3-3- Analyse des résultats et validation des hypothèses.....	35
3-3-1- Analyse des résultats.....	35
3-3-2- Vérification des hypothèses.....	36
3-4- Recommandations des politiques économiques.....	36
CONCLUSION.....	38
BIBLIOGRAPHIE.....	39
ANNEXE.....	40